

CBE COMMINGES

Comité de Bassin d'Emploi



Les intercommunalités qui soutiennent
le CBE-Comminges :



SIVOM DU CANTON
DE LISLE EN DODON



RAPPORT D'ACTIVITE 2008

COMITE DE BASSIN D'EMPLOI DU COMMINGES

PARTENAIRES INSTITUTIONNELS QUI SOUTIENNENT LE CBE-C :



SOMMAIRE

<u>Introduction.</u>	P.3
<u>1. Le fonctionnement associatif</u>	P.4
<u>2. Le Conseil de Développement.</u>	P.5
<u>3. Une expérimentation : Le programme pour un développement durable riche en emplois</u>	P.9
<u>3.1. Observatoire Territorial du Pays de Comminges Pyrénées</u>	P.9
<u>3.2. Salon @-comminges</u>	P.15
<u>3.3. Guide de la création et de l'accueil</u>	P.17
<u>3.4. Insertion par l'Activité Economique</u>	P.19
<u>3.5. Maillage du Comminges pour l'accès à l'emploi</u>	P.23
<u>4. Economie Sociale et Solidaire (ESS)</u>	P.30
<u>4.1 Compte rendu du travail effectué</u>	P.31
<u>4.2 Proposition d'action pour le phase « expérimentation » de l'appel à projets ESS de la Région Midi-Pyrénées</u>	P.38
<u>5. Valorisation de la ressource humaine (GPEC)</u>	P.40
<u>6. Informer, orienter et accompagner les porteurs de projets</u>	P.43
<u>6.1. Objectif et contenu de l'accompagnement</u>	P.43
<u>6.2. Les porteurs de projets accompagnés en 2008</u>	P.43
<u>6.3. Information collective</u>	P.45
<u>6.4. L'information ou l'accompagnement proposé en 2008</u>	P.46
<u>6.5. Devenir des porteurs de projets</u>	P.46
<u>7. Les services à la personne</u>	P.47
<u>7.1 Faciliter l'accès à l'emploi des personnes ayant un enfant en bas âge</u>	P.47
<u>7.2. Plateforme des métiers de l'aide à domicile</u>	P.52
<u>8. Bistrots de Pays en Comminges-Pyrénées</u>	P.57
<u>8.1. Rappel de l'action</u>	P.57
<u>8.2. Actions réalisées en 2008</u>	P.59
<u>9. Tourisme transfrontalier</u>	P.59
<u>9.1. Rappel du contexte</u>	P.59
<u>9.2. « Val d'Aran-Comminges-Couserans : point de rencontre, point de départ »</u>	P.60
<u>9.3. Les Chemins Pyrénéens de l'Art Roman</u>	P.62
<u>9.4. Poursuite d'un programme d'action partenarial Couserans-Comminges-Val d'Aran, et montage d'un dossier INTERREG IV</u>	P.64
<u>Conclusion</u>	P.65

N.B. Les annexes sont consultables sur www.comminges.info

Introduction.

L'année 2008 est marquée par un contexte bien particulier qui impacte fortement l'action du CBE Comminges.

D'abord des incertitudes multiples.

Durant cette période charnière, entre deux Contrats Etat-Région, entre deux périodes de programmation des fonds européens, les questions sont nombreuses. Quel devenir des Pays ? Lors des Etats généraux des Pays à Caen, fin octobre, quelques assurances ont été apportées par l'Etat.

Dans le domaine de l'emploi l'année a été marquée par la fusion ANPE-ASSEDIC, et le changement d'attitude de l'Etat par rapport aux Maisons de l'emploi. Il est bien évident que l'évolution des CBE en est déterminée.

Ensuite la crise économique multiplie les aléas et les difficultés de la population.

Malgré tout, des résultats concrets sont obtenus en cette année difficile :

- Le renouvellement de l'agrément par l'Etat obtenu, après candidature et évaluation, pour 3 ans
- L'intérêt pour le travail effectué. En atteste, notamment, la fréquentation du site internet www.comminges.info en augmentation, aussi bien au niveau grand public qu'au niveau professionnel avec le démarrage d'un extranet professionnel. On dépasse les 9000 visites en 2008. La satisfaction est exprimée par les acteurs eux-mêmes, mais aussi par les la presse
- L'accueil du public s'organise et une démarche se met en forme, avec l'accord es partenaires pour mettre en évidence la spécificité de l'apport du CBE auprès des porteurs de projet sur la question des stratégies d'acteurs locaux
- L'organisation de rencontres locales, de manifestations d'échanges, qui a toujours mobilisé le CBEC, depuis les Assises du Comminges jusqu'aux Rencontres Jeunesse Education Entreprise. Cette année a vu le succès du premier Carrefour de l'économie sociale du Comminges se réunir à Aspet.

La continuité dans les principes d'action mérite d'être rappelée. Car elle s'installe maintenant dans le temps et y trouve une légitimité : dialogue social, réunion des partenaires dans le domaine de l'emploi ; participation aux institutions du Pays au sein du Comité Territorial de Pilotage ainsi qu'aux réunions du Conseil Régional et aux rencontres nationales ; animation territoriale.

La méthodologie repose sur un fil directeur qui est l'approche projet et le soutien aux initiatives.

Les trois missions, complémentaires, méritent d'être rappelées car réaffirmées dans la nouvelle convention avec le Pays :

- Comité de Bassin d'Emploi
- Conseil de Développement
- animateur de développement local territorial

En matière de fonctionnement, l'année 2008 a été celle de l'ouverture de la procédure de sauvegarde par le Tribunal de Grande Instance au bénéfice du CBEC. Une prochaine décision devrait se prononcer sur le plan.

1. Le fonctionnement associatif

Le dialogue social s'est matérialisé à travers la participation aux différentes actions. Les réunions de travail permettent des réflexions partagées et l'expression de contributions : observatoire, économie sociale, tourisme, ... pour n'en citer que quelques thèmes.

Le fonctionnement des instances statutaires est resté intensif, avec 12 Bureaux, 4 CA et 1 AG en 2008.

Un groupe de travail a été mis en place pour élaborer le texte d'orientation destiné à fixer le cadre d'action pour les années à venir. Il a été votée à l'unanimité par le CA du CBEC du 6 décembre 2008. Il permet de mettre en évidence les axes de travail concrets.

RASSEMBLER LE COMMINGES POUR L'EMPLOI ET LE DEVELOPPEMENT

L'objectif est d'apporter ici une réponse au titre de ce texte. Cette réponse part des faits, la mobilisation effective des acteurs et l'évaluation de 10 ans de travail réel, pour exprimer des propositions d'action concrètes.

La situation juridique est précise et définit le statut de cette contribution. Les difficultés du Pays de Comminges-Pyrénées interrogent l'essence même du Comminges. Le CBEC en premier lieu parce qu'une mesure de sauvegarde a été décidée à son bénéfice par le Tribunal de Grande Instance de Saint-Gaudens. Celle-ci oblige à présenter au juge, en décembre, un plan pluriannuel. Il doit reposer sur une stratégie cohérente :

- renforcement de la démarche pour l'emploi, compte tenu du renouvellement de l'agrément par l'Etat en 2008,
- articulation avec la création de la Maison Commune Emploi Formation du Comminges,
- contractualisation avec le Conseil régional au titre du développement local pour l'emploi,
- pérennisation du conventionnement avec le Conseil général,
- renouvellement du partenariat avec les intercommunalités Commingeoises.

Depuis sa création en 1998, par la volonté des élus, des acteurs économiques et des acteurs sociaux, le CBEC a fait la preuve de son utilité et de son efficacité. Il est un lieu de dialogue et d'échanges entre tous les Commingeois car il s'appuie sur quatre collèges représentatifs. Il aide à l'émergence d'actions, à l'accompagnement de projets, et participe du fait de sa structure à la mise en œuvre de stratégies de développement de l'emploi et des compétences.

Le CBEC a initié la démarche de Pays en 2000 dans le cadre de la Loi Voynet. Il a mené à bien l'installation du Pays Comminges-Pyrénées effective en 2004, dans le respect de la procédure légale : Assises du Comminges, Charte de Pays définissant le territoire et les orientations, mise en place du Conseil de Développement, assistance à l'élaboration du Contrat de Pays 2005-2007. 1998-2008. Un fait : le Comminges relève la tête. Les indicateurs de la mise en mouvement au cours de cette décennie sont incontestables : croissance démographique, augmentation de la population active salariée, recul du chômage, dynamisme de la construction, développement de l'économie résidentielle, progression de la création d'entreprises, révélation des potentiels des filières économiques locales, bois, agroalimentaire et tourisme.

2009. Le CBEC s'intègre dans la MCEF, Maison Commune Emploi Formation du Pays de Comminges-Pyrénées. Le premier effet est de générer des économies de fonctionnement, sachant que par ailleurs l'effectif salarié est maintenu à 3 personnes, représentant 2,6 temps pleins. Cette nouvelle implantation renforce la dimension d'outil de l'emploi et de la formation du territoire. Il est dans la continuité du nouvel agrément obtenu en 2008. Il est dans la réaction à l'accroissement récent des incertitudes économiques. Ce recentrage stratégique sur l'emploi demandera un travail rigoureux sur la définition de critères partagés permettant de faire concrètement les choix des priorités opérationnelles.

L'action reste toutefois fondée sur une conception, celle d'une dynamique, et sur un principe, celui du territoire mobilisé, pour engager le mouvement et mener à bien l'évolution.

La stratégie de cet agent de développement demeure bien spécifique et innovante :

- organisation de la convergence des financements sectoriels sur les objectifs du territoire par une approche globale
- méthodologie de démarche projet pour l'emploi et pour le territoire
- coopération avec les Chefs de projet des Communautés de Communes
- travail de vulgarisation et force de proposition pour les politiques publiques.

A l'expérience, la mission du CBEC consiste en une assistance à la maîtrise d'ouvrage, pour permettre la mise en œuvre des projets.

LE PROGRAMME D'ACTION SE RECENTRE EN 4 AXES CLAIRS EXPLICITES :

- ❖ le dialogue
 - animation du dialogue social local et service personnalisé aux demandeurs d'emploi porteurs de projet
 - animation du Conseil de Développement
- ❖ l'emploi
 - GPEC : gestion prévisionnelle de l'emploi et des compétences. Sensibilisation et pré-diagnostic d'entreprises
 - animation de la Plateforme des métiers du soutien à domicile
 - réflexion sur l'insertion avec la mise en place du RSA
 - maillage du Comminges pour l'emploi, dans le cadre de la MCEF, pour l'articuler avec les territoires et les Communautés de Communes
- ❖ l'économie
 - organisation du salon e-comminges, salon de l'économie et de l'emploi
 - renforcement et élargissement du label Bistrots de Pays
- ❖ l'observatoire
 - moyen et méthodologie d'anticipation de l'évolution du territoire
 - développement d'un outil de veille stratégique économique et territoriale, d'autant plus utile qu'il permet d'appréhender la crise

D'AUTRES ACTIONS SONT ENVISAGEABLES SI LES ELUS COMMINGEOIS DECIDENT LA POURSUITE DES DYNAMIQUES ENGAGEES :

- ❖ animation CFT, Charte forestière de territoire
- ❖ Projet Culturel de Territoire dans le cadre d'un partenariat technique avec les Pronomades
- ❖ Interreg 4 sur la promotion du tourisme des Pyrénées centrales : Couserans, Pallars-Sobirà, Val d'Aran, Comminges

DES PROPOSITIONS NOUVELLES REpondant A DES BESOINS LOCAUX IDENTIFIES SONT NEGOCIABLES CAR DES MOYENS EXISTENT, SOUS CONDITION, LA AUSSI, D'UN MANDAT DES ELUS COMMINGEOIS :

- ❖ élaboration d'un Pays d'Art et d'Histoire
- ❖ préparation d'une démarche «Plan climat » et redéfinition d'une problématique « eau »

Poursuivre la transformation du Comminges, c'est nécessaire.
Maintenir un service public qui y contribue, c'est nécessaire.
Sauver le CBEC, c'est nécessaire.

2. Le Conseil de Développement.

Comme cela est dit plus haut, l'année 2008 est celle de la concrétisation de la nouvelle Convention Territoriale 2008-2013, qui se substitue au Contrat de Pays 2000-2006.

La contribution du Conseil de Développement a été d'apporter les bilans des dossiers conduits et des apports pour le diagnostic, notamment l'analyse socio-économique produite avec l'INSEE. On retrouve dans cette nouvelle Convention des propositions cohérentes avec les acquis et les perspectives définies sur le terrain.

Un travail de prise de connaissance et de sensibilisation sur la nouvelle Convention de Pays 2008-2013 a été réalisé. Ci-après, est reproduite la synthèse qui met en évidence les orientations.

CONVENTION TERRITORIALE DU PAYS COMMINGES-PYRENEES

❖ **AXE 1. Soutenir, identifier et développer le potentiel économique.**

- **Mesure 1. Définir une stratégie économique à l'échelle du territoire.**
 - Actions envisagées
 - ⇒ Elaboration d'un schéma global de développement économique
 - ⇒ Mettre en place les actions émergeant de cette étude
- **Mesure 2. Mieux connaître la problématique emploi et formation, et tendre vers une dynamisation du secteur.**
 - Actions envisagées
 - ⇒ Favoriser l'adéquation formation-emploi
- **Mesure 3. Maintenir et promouvoir l'activité commerciale et artisanale du territoire.**
 - Actions envisagées
 - ⇒ Favoriser le maintien des commerces et de l'artisanat de proximité
 - ⇒ Favoriser le maintien et l'installation de grands pôles commerciaux
 - ⇒ Favoriser le maintien des activités artisanales
 - ⇒ Aider à la transmission des entreprises artisanales lors des départs en retraite
- **Mesure 4. Renforcer l'activité agricole du territoire.**
 - Actions envisagées
 - ⇒ Réaliser une étude sur les potentialités de développement et de diversification de l'agriculture du pays en cernant les enjeux du territoire en matière agricole
 - ⇒ Mettre en place les actions émergeant de l'étude.
 - Pour exemple, à titre indicatif : inciter à la mise en œuvre d'une démarche collective sur la production de viande avec l'ensemble des partenaires de la filière
 - Pour exemple, à titre indicatif : favoriser la mise en place de labels après étude sur la filière bovin-viande et ovin-viande
- **Mesure 5. Grand projet de pays. Améliorer la valorisation de la forêt et de la filière bois (par le soutien à la structuration).**
 - Actions envisagées
 - ⇒ Mettre en place les actions qui découleront de la Charte Forestière et du Pôle d'Excellence Rurale
- **Mesure 6. Continuer à développer les moyens modernes de communication immatérielle (NTIC)**
 - Actions envisagées
 - ⇒ Mettre en place un accès égal aux NTIC
 - ⇒ Favoriser le Très Haut Débit sur les pôles et les principales zones d'activités
 - ⇒ Appuyer le développement des NTIC dans les équipements publics
 - ⇒ Création de sites internet à caractère informatif

❖ **AXE 2. Miser sur le confort et la qualité de vie en Comminges.**

➤ **Mesure 7. Mettre en place une réflexion relative à l'évolution de l'habitat (anticiper et programmer).**

- Actions envisagées
 - ⇒ Etat des lieux de l'ensemble des actions et des partenaires dans le domaine de l'habitat, de l'urbanisme et du foncier
 - ⇒ Réaliser une étude stratégique et prospective en terme d'urbanisme, d'habitat et de foncier
 - ⇒ Mettre en place les actions émergent de cette étude
 - ⇒ Continuer à promouvoir les démarches relatives à l'amélioration de l'habitat
 - ⇒ Adopter une démarche collective d'étude des PLU
 - ⇒ Adopter une démarche de prospective pour la gestion de l'espace
 - ⇒ Choisir et planifier le rythme et les formes d'urbanisation du pays

➤ **Mesure 8. Qualifier les besoins et la répartition en équipement et services à la personne.**

- Actions envisagées
 - ⇒ Réaliser une étude de besoins en équipements et services à la population
 - ⇒ Mettre en place les actions émergent de cette étude
 - ⇒ Faciliter l'accès à ces services
 - ⇒ Etudier la possibilité de mise en réseau des structures de services à la population

➤ **Mesure 9. Proposer des activités nouvelles pour le secteur jeunesse tout en confortant l'existant.**

- Actions envisagées
 - ⇒ Aider à l'organisation de nouvelles actions pour la jeunesse
 - ⇒ Aider à la mise en place de partenariats inter structures
 - ⇒ Mutualiser les équipements et services
 - ⇒ Mettre en place un système de transport

➤ **Mesure 10. Faciliter les déplacements (accessibilité).**

- Actions envisagées
 - ⇒ Elaborer un plan de déplacement
 - ⇒ Mettre en place les actions émergent de cette étude

❖ **AXE 3. Adopter une démarche collégiale de respect de l'environnement.**

➤ **Mesure 11. Gérer l'espace de manière concertée et durable**

- Actions envisagées.
 - ⇒ Réalisations d'actions de sensibilisation et d'information
 - ⇒ Réaliser des supports pédagogiques
 - ⇒ Inciter au mangement environnemental, aux technologies propres
 - ⇒ Elaborer une charte paysagère et environnementale
 - ⇒ Adopter une démarche de gestion durable des ressources
 - ⇒ Participer à la gestion durable des ressources
 - ⇒ Participer à la gestion des zones rurales agricoles
 - ⇒ Veiller à la qualité environnementale des opérations d'urbanisme

❖ **Axe 4. Renforcer l'attractivité touristique du territoire et l'identité culturelle du Pays Comminges.**

- **Mesure 12. Définir et mettre en œuvre une véritable stratégie de développement et d'organisation touristique à l'échelle du territoire.**
 - Actions envisagées
 - ⇒ Réalisation d'une étude touristique globale
 - ⇒ Mieux faire exister le Comminges sur la chaîne des Pyrénées
- **Mesure 13. Conforter et diversifier les activités des stations de sport d'hiver.**
 - Actions envisagées
 - ⇒ Mise en œuvre des démarches contractuelles type Contrat de pôle touristique de montagne
- **Mesure 14. Renforcer et diversifier l'activité thermique et para-thermale.**
 - Actions envisagées
 - ⇒ Mise en œuvre des conventions de Pôle touristique de montagne du Luchonais et d'Aspet-St-Béat
 - ⇒ Définition du programme de mise en valeur du patrimoine thermal
- **Mesure 15. Valoriser et partager une identité culturelle forte.**
 - Actions envisagées
 - ⇒ Mise en œuvre du schéma culturel par la réalisation des actions

❖ **Axe 5. Fédérer le territoire.**

- **Mesure 16. Accompagner et organiser la mise en œuvre de la Convention.**
 - Actions envisagées
 - ⇒ Assurer la mise en œuvre et l'animation de la convention territoriale
 - ⇒ Des moyens d'ingénierie spécifiques et/ou des appuis techniques des collectivités devront être mobilisés pour l'animation et la coordination des projets
- **Mesure 17. Resserrer les solidarités territoriales commingeoises.**
 - Actions envisagées
 - ⇒ Adopter un plan de communication interne et externe
 - ⇒ Développer des supports de communication communs
 - ⇒ Créer une signalétique homogène sur tout le territoire
- **Mesure transversale. Expérimentation.**
 - Action envisagée
 - ⇒ Les actions inscrites dans le cadre de cette stratégie seront définies ultérieurement.

Il convient de souligner que le Conseil de Développement a organisé avec l'Association de Pays une séance plénière d'information et de présentation du dossier avec le concours des services techniques du Département, de la Région et de l'Etat.

Par ailleurs le Conseil de Développement participe au travail de mise en réseau tant au niveau régional que national. Régionalement, le CESR et le Conseil Régional sont initiateurs. Nationalement, les réseaux associatifs, UNADEL, APFP et ADCF assurent une coordination, avec l'aide d'ATD et de la DIACT..

3. Une expérimentation : Le programme pour un développement durable riche en emplois

Entre 2005 et 2008, le Pays de Comminges Pyrénées et les différents partenaires de l'emploi et du développement économique se sont engagés dans la mise en œuvre collective d'un plan d'actions visant à soutenir l'emploi sur le territoire. Cette initiative fait suite aux différentes actions menées par le CBE Comminges depuis sa création et trouve un écho dans les travaux engagés dans le cadre de la MCEF du Pays de Comminges Pyrénées.

Le cadre proposé par le FSE au travers de l'appel à projet « Emploi et Territoires » a permis au CBE Comminges d'animer ce partenariat autour de l'expérimentation des 6 actions suivantes :

- L'Observatoire Territorial
- Le Salon @-comminges
- Le Guide de la Création et de l'Accueil
- Le Déploiement de l'Economie Sociale et Solidaire
- L'Insertion par l'Activité Economique
- Le Maillage du Comminges pour l'Accès à l'Emploi

La méthode de travail choisie s'est développée de façon concomitante avec la mise en œuvre opérationnelle des actions.

En effet, le choix, dès le départ, d'une approche participative comme mode fonctionnement, a pu déstabiliser un certain nombre de partenaires, mais au final a permis de mieux répondre aux attentes identifiées au lancement du programme.

Les différentes productions de l'Observatoire Territorial témoignent de ces engagements participatifs. De la même façon, les acteurs de l'Economie Social et Solidaire ont contribué, au travers de moments d'échanges importants, à clarifier et à définir des valeurs communes et des thèmes d'action privilégiés. Il en est de même de la participation des acteurs de l'Insertion par l'Activité Economique, ou bien des intercommunalités, à la mise en valeur de leurs résultats ou de leurs territoires.

3.1. Observatoire Territorial du Pays de Comminges Pyrénées:

Cet outil, avant tout partenarial, permet :

- l'anticipation,
- la diffusion des données,
- la production d'analyse,
- le partage de l'information,
- l'échange et le débat.

↳ LA MÉTHODE

- Réalisation d'études préliminaires
 - Tout d'abord, des recherches bibliographiques et sur Internet ont été lancées afin d'identifier une première série d'indicateurs pertinents pour le territoire, et tout simplement, pour détailler d'autres expériences de création d'un observatoire territorial (dossiers, bases de données...).

- Une prise de contact et des échanges avec d'autres CBE ayant mis en place ce type d'outil sont ensuite intervenus : recherche de démarches transférables, échanges sur la méthode ou encore sur les outils de communication et de recueil de l'information.
- À partir de ces éléments, une fiche méthodologique a été conçue pour servir de guide à cette démarche. Le projet étant de bâtir un outil partagé par les acteurs et les partenaires, mais aussi d'amener chacun à alimenter le contenu de l'Observatoire par les connaissances et les données qu'il possède.

- Mise en place du Groupe opérationnel

Afin d'engager l'observation du territoire Commingeois, il a ensuite été nécessaire de mettre en place un groupe de travail : le Groupe opérationnel « *Observatoire* ». Ce dernier a pour objectif de permettre la consultation et la prise de position des différents acteurs du territoire communautaire.

Les réunions de ce groupe de travail ainsi que plusieurs autres rencontres avec les partenaires ont permis de débattre sur le contenu de l'Observatoire, mais aussi concernant la manière dont pourraient être présentés ses résultats.

À l'issue de ces premiers travaux, il semble nécessaire de bâtir des indicateurs pertinents et fiables grâce à l'utilisation d'informations récentes, et de partager une échelle commune d'analyse des données utilisées.

- Recherche des données locales

L'information est souvent complexe et spécialisée, parfois difficilement accessible, car répertoriée sur des supports et dans des formats différents, et selon des zonages de référence variables. Par ailleurs, certaines de ces données sont stratégiques et confidentielles. L'objectif de l'Observatoire est donc de générer une information territoriale de synthèse, structurée et compréhensible. Aussi, la première phase de récolte des données locales a été l'occasion de consulter les différents partenaires :

- Les membres du groupe de travail : à travers une fiche qu'ils ont pu télécharger sur Internet, au sein du prototype de système informatisé hébergé sur le site du sig-pyrénées,
- Les autres acteurs locaux : au travers de différents entretiens.

Cette étape devait permettre de répondre à 5 questionnements : Quelles sont les données à récolter ?, Qui peut les fournir ?, Comment peut-on les utiliser ?, Comment les analyser ?, En direction de qui ?

En parallèle, les nombreuses collaborations de l'INSEE avec d'autres fournisseurs d'informations le rendent absolument indissociable d'un système d'information territorial. Avec ses partenaires, l'INSEE a en effet déjà effectué le travail de défrichage des données et a créé des bases de données homogènes et exploitables.

Le CBE Comminges a donc engagé un partenariat avec l'INSEE afin d'étayer les réflexions lancées sur le Comminges grâce à la réalisation d'une « Synthèse Locale ». Ce document, élément de diagnostic très détaillé, a servi de base aux réflexions menées quant aux dynamiques qui animent le Comminges, et s'avère, de par la grande diversité des thèmes abordés et la précision des données qu'il traite, un élément essentiel de connaissance du territoire.

Le travail partenarial est pérennisé, notamment dans le cadre d'un cycle de travail tripartite INSEE/CBE Comminges/Pays Ruthenois autour de la méthodologie d'élaboration d'indicateurs d'observation territoriale.

- Expérimentation de la démarche grâce à un prototype d'Extranet

Le CBEC a fait appel à l'Assemblée Pyrénéenne d'Économie Montagnarde (APEM), créatrice d'un observatoire socio-économique des Pyrénées, pour réaliser un prototype de système informatisé pour l'Observatoire territorial. Façonné à l'échelle du Pays Comminges Pyrénées, ce système d'information territorial s'organise autour de thématiques locales, dans un environnement Extranet, connectées au travers d'un SIG commun.

Ce prototype permet de tester à grande échelle la formalisation et l'utilisation d'un outil informatisé de partage des informations et des données locales.

L'objectif, à terme, est de bâtir un cahier des charges précis de l'outil définitif propre au Comminges.

↳ LES REALISATIONS

- Recensement des tendances actuelles qui marquent le Comminges

Le travail effectué à partir des constats issus de la Synthèse Locale

L'année 2007 aura été marquée en Comminges par la présentation de la « Synthèse Locale Pays de Comminges-Pyrénées » et du 6 pages Insee n°103 « Le Pays de Comminges-Pyrénées : un potentiel de développement lié à l'arrivée de jeunes actifs ». Fruits de deux ans de travail en partenariat du CBE Comminges et de l'Insee, ces deux documents d'analyse socio-économique constituent des éléments importants de connaissance du territoire commingeois et ont permis d'alimenter de manière conséquente l'Observatoire.

Les constats dressés par ces deux documents auront servi de base de travail exhaustive sur des tendances lourdes qui marquent le territoire du Comminges. Citons par exemple en matière d'économie :

- Des secteurs à potentiel de développement comme les services à la personne,
- Le potentiel de l'ESS, notamment dans une problématique d'économie domestique,
- Le dynamisme de la création d'entreprise.

L'identification de dix thèmes d'observation stratégiques dont trois thèmes prioritaires

Le Groupe opérationnel « Observatoire » a également identifié un certain nombre de sujets d'observation stratégiques à l'échelle du Pays. Dix thèmes ont été identifiés lors des réunions de travail successives en raison de leur importance dans le cadre d'une observation territoriale, dont trois à caractère prioritaire : organisation du tissu économique, de la structure de l'emploi et de la structure de l'offre de formation.

1. La démographie
2. Le tissu des entreprises
3. L'emploi et la qualification
4. La formation
5. Le chômage
6. Les revenus et minima sociaux
7. La main-d'œuvre
8. Le dynamisme économique
9. Les chefs d'entreprise et l'artisanat
10. L'agriculture

Plusieurs objectifs ont ensuite été déterminés pour chacun de ces thèmes, puis une phase de récolte des premières données quantitatives et qualitatives disponibles à l'échelle du territoire a été entamée. Cette dernière a permis d'élaborer pour chacun des thèmes une série d'indicateurs de suivi et de cibler les données complémentaires à mutualiser entre partenaires.

- Récolte et mise en forme des données concernant le territoire

La rencontre des partenaires locaux et les conventions mises en place

Une série de rencontres a permis de présenter le projet de l'Observatoire à différents partenaires, mais aussi de les inciter à participer aux travaux du Groupe opérationnel.

Si l'Insee a été le premier de ces partenaires à répondre favorablement à la demande de collaboration à travers ses conseils méthodologiques, d'autres ont rejoint le projet par la suite. Trois institutions ont d'ailleurs signé une convention de partenariat avec le CBEC pour une transmission régulière de données statistiques (la Chambre des Métiers et de l'Artisanat de Haute-Garonne, la Direction Régionale du Travail, de l'Emploi et de la Formation Professionnelle Midi-Pyrénées et la Caisse d'Allocation Familiale de la Haute-Garonne).

D'autres acteurs tels l'URSSAF ou l'AREFA ont émis le souhait de participer au projet et de conventionner avec le CBE Comminges ou encore transmettent déjà à titre de participation libre des données statistiques. D'autres encore, tels l'UNEDIC-ASSEDIC, l'ANPE, TREMPIN ou encore la Direction Départementale de l'Équipement de Haute-Garonne participent aux réflexions du Groupe opérationnel.

Le croisement des données et l'élaboration d'indicateurs de suivi du territoire

Plusieurs documents ont été réalisés et soumis au débat en ligne sur le prototype :

- 7 fiches thématiques présentant les données-clés du territoire du Pays de Comminges-Pyrénées. Ces documents s'inscrivent dans le prolongement des propositions faites régulièrement lors des dernières réunions de travail du Groupe opérationnel.
- Un document d'analyse des données socio-économiques concernant le Pays : « *Pays de Comminges-Pyrénées : regard stratégique* ».
- Un article sur la démographie du Comminges issu de l'analyse des dernières données Insee sur la population des communes du Comminges : « *Pays de Comminges Pyrénées : Regard sur les données INSEE issues des dernières enquêtes de recensement de la population* »
- 11 tableaux intercommunaux regroupant les données démographiques par commune issues des Enquêtes Annuelles de Recensement 2004, 2005, 2006 et 2007.

↳ MUTUALISATION DE L'INFORMATION SUR LE TERRITOIRE

Le développement d'un outil participatif sur Internet

- Un travail partenarial CBE Comminges/APEM

Ce travail partenarial s'est appuyé sur les réflexions qui ont été soulevées durant les différentes réunions du Groupe opérationnel. Il a aussi permis à l'équipe du CBEC de rencontrer d'autres acteurs impliqués dans une démarche d'observation territoriale (Intercommunalités, consulaires, etc.) et présents sur le Massif Pyrénéen. En effet, l'APEM a organisé à Saint-Gaudens les Ateliers du SIG-Pyrénées le 4 et 5 octobre 2007 ainsi que deux journées de formation les 19 et 20 mai 2008.

- Un prototype d'Extranet au service des acteurs locaux

La formalisation de ce partenariat CBE Comminges/APEM s'est traduite par l'élaboration, la mise à disposition et par le test d'un prototype d'Extranet en ligne.

Ce prototype permet l'accès à un outil de gestion de données territoriales réservé aux membres du Groupe opérationnel. Cette plateforme extranet, organisée en thématiques de travail, comporte des outils de gestion de documents, de gestion d'utilisateurs, un espace cartographique et un forum d'échange.

Après plusieurs mois d'utilisation, (594 connexions sur les douze derniers mois), plusieurs propositions d'améliorations ont été relevées dans l'optique de réaliser le cahier des charges de l'outil.

La régulière mutualisation de l'information via le prototype

- Données mises à disposition

- Evolution semestrielle du taux de chômage pour la zone d'emploi de Saint-Gaudens (2005-2007).
- Nombre de demandeurs d'emploi en fin de mois de catégorie 1 sur la Zone d'Emploi de Saint-Gaudens (juin 2006, juin 2007, juin 2008).
- 11 tableaux présentant les dernières données INSEE issues des Enquêtes Annuelles de Recensement 2004, 2005, 2006 par intercommunalité.

- Documents de synthèse mis à disposition

- 6 pages Insee n°103 : «Le Pays de Comminges-Pyrénées : un potentiel de développement lié à l'arrivée de jeunes actifs. »
- Atlas de l'Artisanat en Haute-Garonne qui, outre des données sur le Comminges, offre une représentation sectorielle et géographique de la répartition des 20 000 entreprises artisanales en Haute-Garonne en 2007.
- Situation de l'artisanat en Haute-Garonne en septembre 2007 et Janvier 2008. Données-clés de l'artisanat en Haute-Garonne avec un zoom sur le Comminges.

- Documents issus du travail des données mis au débat

- Un document d'analyse des données socio-économiques concernant le Pays : « *Pays Comminges Pyrénées : regard stratégique* ».
- Un article sur la démographie du Comminges issu de l'analyse des dernières données Insee sur la population issues des Enquêtes Annuelles de Recensement

2004, 2005, 2006 et 2007 : « *Pays de Comminges-Pyrénées : Regard sur les données INSEE issues des dernières enquêtes de recensement de la population* ».

- 7 fiches thématiques présentant les données-clés du territoire.

- Documents techniques mis au débat

- Cahier des charges pour l'élaboration de l'Observatoire en ligne
- Réflexions sur les fonctionnalités du futur outil
- Charte de participation

↳ **MISE A DISPOSITION DE LA CONNAISSANCE**

La rubrique « Observatoire » sur le site Internet du CBE Comminges comprend les éléments suivants en téléchargement :

- Présentation

- Texte de présentation de la démarche adoptée et de l'outil mis à disposition

- Le Pays en chiffres

- 7 fiches thématiques
 - Indicateurs-clés
 - Démographie
 - Entreprises
 - Emploi
 - Chômage
 - Formation
 - Revenus fiscaux et minima sociaux

- Regard stratégique sur le Pays

- Le diagnostic de territoire « *Pays de Comminges Pyrénées : regard stratégique* »

- Population par Intercommunalité

- 11 tableaux présentant les dernières données INSEE (en cours d'actualisation)

- Etudes et données

- Le 6 pages Insee n°103 « *Le Pays de Comminges-Pyrénées : un potentiel de développement lié à l'arrivée de jeunes actifs* »
- Note de l'Observatoire : « *Pays de Comminges-Pyrénées : Regard sur les données INSEE issues des dernières enquêtes de recensement de la population* »

Le portail Extranet

Tous les utilisateurs partenaires de l'Observatoire, et plus largement tous les futurs partenaires du réseau d'observation Commingeois, peuvent à l'heure d'aujourd'hui se connecter – via un code d'accès – au portail Extranet de l'Observatoire.

Adresse du site : www.comminges.info

3.2. Salon @-comminges

↳ LE CONCEPT ET LE POSITIONNEMENT

- Le concept

Il s'agit de l'organisation d'un rendez-vous annuel tourné vers l'emploi et l'économie. Cet événement doit être à la fois l'occasion pour l'ensemble des acteurs économiques de se retrouver, mais aussi un moment d'information et de promotion de "l'outil économique Commingeois" des possibilités d'accueil et d'implantation, des aides, ...

- Le format

1° temps : Colloque sur une soirée. 17h-20h. Rencontre des acteurs de l'emploi et de l'économie

2° temps : Salon public le lendemain, toute la journée. 9h – 18h.

Le Parc des Expositions du Comminges répond au besoin : surface d'exposition nécessaire de 1800 m², 1 salle de conférences, accueil avec le hall et les 2 petites pièces attenantes, organisation d'un espace atelier complémentaire possible.

- Les principes généraux

L'événement s'articule autour de trois points forts

- **Un rendez-vous - type colloque** - des acteurs de l'économie commingeoise sur le thème : "Développer l'emploi et l'économie en Comminges : bilans et perspectives".

L'organisation du colloque veillera à une réelle représentation de tous les acteurs et de l'économie du Comminges et à associer l'ensemble des collectivités locales et des intervenants publics.

Il pourrait se dérouler la veille de l'ouverture du salon au public de 17h00 à 20h00, à l'issue de l'installation des stands, et serait clôturé par un cocktail.

L'organisation du colloque dans l'amphi du Lycée de Saint-Gaudens est envisagée.

Il est également envisagé une publication des actes du colloque.

Des Ateliers et Tables rondes dans des salles aménagées à cet effet : 3 salles pour une programmation de 15 sujets).

Une place importante sera accordée aux problématiques et aux enjeux de la reprise d'entreprises, des services et de l'économie sociale et solidaire.

Chaque sujet sera traité dans sa forme généraliste mais également dans une déclinaison locale, qui permettra, pour chaque atelier de mettre en avant les caractéristiques locales et les acteurs présents.

- **Un espace d'exposition et de rencontre** (entre 30 et 50 stands)

- Institutionnels : Conseil Régional, Conseil Général, Communautés de Communes, services de l'Etat, « Europe », CBEC,

- Institutionnels Economiques : CCI, Chambre Agriculture, Chambre des Métiers et de l'Artisanat, Chambre Régionale de l'Economie Sociale et Solidaire, Boutique de gestion,

- Services emploi : MCEF, SPE, ANPE, ASSEDIC, APEC, URSSAF, ...
- Syndicats de services : SICASMIR, SIVOM St-Gaudens-Aspet-Montréjeau-St-Martory, Syndicat des eaux de la Barousse,
- Syndicats de salariés,
- Organismes patronaux,
- Sociétés de services d'aide à la création, au développement et à la reprise, et de l'outplacement,
- Experts comptables,
- Banques,
- SCOP, CUMA,...
- Espace Bourse d'Opportunités (beaucoup d'Entreprises seront à reprendre dans le Comminges)

L'originalité de la rencontre est la mobilisation des intercommunalités sur cette thématique, aux côtés des entreprises et des services publics.

↳ LES ACQUIS

- Le travail sur la dénomination

Pour baptiser cette manifestation, faciliter son identification et permettre à une "marque" de s'installer, l'événement porte le nom : **e-comminges**

Cet événement pourra être baptisé : **E-COMMINGES, le rendez-vous de l'emploi et de l'économie en Comminges**

- La mise au point du plan média

La communication de l'événement s'attachera à toucher un large public et à faire de cette manifestation un rendez-vous populaire mais avec un contenu puissant et réellement informatif.

Une attention particulière sera apportée aux élus locaux qui sont des relais d'opinion et d'information indispensables à la réussite de l'événement : il y a en Comminges 235 communes, 11 intercommunalités de développement dont 9 Communautés de Communes, pour un bassin de 75 000 habitants.

Loin des clichés la communication devra mettre en avant une image moderne et dynamique du Comminges, mais une image réelle, ancrée dans le quotidien et le terrain local.

Elle cherchera à valoriser les réussites, à montrer les potentialités et les atouts.

- L'intérêt institutionnel, l'engagement de TOP7, le test commercial

Le Conseil Régional a manifesté son intérêt concret pour la manifestation, et donné un accord de principe à sa participation.

TOP 7 s'est engagée d'une façon pérenne. Sur la base de ses contacts dans le monde économique régional, elle a présenté à plusieurs de ses partenaires le projet e-Comminges à l'occasion d'un déjeuner de travail.

L'intérêt pour un tel événement est manifeste et son positionnement "hors Toulouse" intéresse de nombreux acteurs qui souhaitent pouvoir intervenir au plus près de la réalité des territoires.

3.3. Guide de la création et de l'accueil :

Ce guide s'inscrit comme un outil visant à faciliter les conditions d'accueil sur le Comminges. Il permet de réfléchir à une stratégie afin d'identifier le Pays comme un territoire d'accueil dans le but de créer de nouveaux emplois. Il est également un support à la mobilisation d'un partenariat actif et de l'optimisation des outils existants en la matière.

↳ DIAGNOSTIC DE LA CREATION D'ACTIVITE EN COMMINGES

- Analyse de l'existant : les acteurs de l'accompagnement

Définition du type d'accompagnement et répertoire des acteurs

- Evaluation des besoins des créateurs

Difficulté dans l'accès à l'information sur les formations, Problème en cas de double inscription CCI/CM par exemple, Manque de lisibilité des structures : qui fait quoi ? qui peut m'aider ?, Pas de suivi post-crétion.

- Travail avec le groupe opérationnel

Plusieurs points sont soulevés :

- Stratégie de communication sur le territoire – travailler son attractivité
- Elaboration d'un guide papier
- Insister sur la reprise/transmission d'entreprise
- Aborder la pluriactivité
- Valoriser l'ESS et les solutions peu connues comme les SCOP

↳ ETUDE DE FAISABILITE DU GUIDE DE L'ACCUEIL ET REORGANISATION DE L'ACTION

Plusieurs interrogations sont rapidement apparues lors du test du guide tel qu'il avait été imaginé par l'ensemble des partenaires :

- Le nombre d'entrées possibles :
 - Le territoire - les acteurs de l'accueil – les thèmes abordés
 - Les étapes de la création – approche méthodologique
 - Le profil du créateur (jeune – senior – DE – salarié – femme...)
 - Le secteur d'activité (commerce – industrie – artisanat – santé – tourisme...)
 - Les interlocuteurs de l'accompagnement (du local au national)
 - Les types d'organismes (entreprise – ESS – Prof libérales – artiste...)
 - Les formes d'emploi (pluriactivité – reprise / transmission ...)
- Les freins identifiés :
 - Récolte des données difficiles liées à la multiplicité des acteurs et des thèmes abordés
 - L'existant et la pertinence de refaire ce qui est bien fait par ailleurs
 - La dimension territoriale pas suffisamment mise en valeur

- L'actualisation des données impossible sur un support papier. Actualisation possible sur un outil Internet mais nécessité de créer l'outil et de formaliser le réseau des acteurs de l'accueil et de l'accompagnement
- Pour apporter des solutions à ces freins plusieurs actions ont été engagées :
 - Concernant l'approche territoriale :
 - Constitution d'un groupe de travail avec les agents de développement du Pays de Comminges-Pyrénées (1 réunion – 5 rencontres)
 - Echange de bonnes pratiques avec le réseau des CBE et les Pays ayant engagées une politique d'accueil
 - Travail avec le collectif Ville et Campagne sur la thématique de l'accueil en Comminges

L'analyse des expériences des autres territoires semblables au notre nous permet aujourd'hui de mutualiser les expériences et d'aborder différemment la thématique de l'accueil et de la création. Concernant la création et l'accueil à l'échelle du Pays peu ou pas d'actions n'ont encore été engagées. Les intercommunalités de développement s'attachent à inventorier les organismes présents sur leur territoire. A ce jour ce travail n'a jamais été fait à l'échelle du Comminges. Un guide pratique qui recense l'ensemble des organismes pour s'installer et vivre sur le territoire semble s'imposer comme un préalable à toutes autres actions.

- Concernant l'existant :
 - Inventaire des guides et des outils d'aide à la création d'activité disponibles sur Internet
- Concernant les étapes de la création il existe des guides (notamment ceux de l'APCE) qui sont particulièrement bien conçus et très détaillés.

L'idée c'est de capitaliser l'existant et de le réinvestir dans la réalisation du guide Commingeois.

- Concernant l'actualisation des données et le nombre des acteurs
 - Echange de bonne pratique avec l'APCE

Le travail engagé concernant le recensement et la présentation des acteurs de l'accueil et de la création d'activités doit se poursuivre car il répond à un besoin des créateurs et des organismes eux-mêmes. Le support utilisé ne peut être qu'Internet pour faciliter l'actualisation. Les organismes doivent eux-mêmes actualiser leur fiche. Pour cela il est nécessaire de formaliser un réseau des acteurs de l'accueil et de la création en Comminges.

Compte tenu de ces éléments d'analyse concernant la faisabilité d'un guide, la réflexion s'est orientée sur un guide pratique recensant tous les organismes pour s'installer et vivre en Pays de Comminges Pyrénées. Un long travail sur l'élaboration de son contenu a été engagé :

- Choix du format : format de poche dans l'esprit d'un guide pratique
- Choix des rubriques et des sous rubriques : 11 rubriques / 40 sous rubriques
- Définition des entrées : une thématique et une par bassin de vie
- Liste des annexes : Carte du pays avec les cantons / Index / Bibliographie et annuaire des liens utiles Internet

PROPOSITIONS POUR LA FINALISATION DE LA DEMARCHE

- Poursuivre l'évaluation des besoins des créateurs
 - Etablir un groupe de créateurs (échantillon aléatoire d'une dizaine de créateurs)
 - Construire une grille d'entretien ouverte à partir des thèmes identifiés
 - Organiser un temps d'échange avec ces créateurs
 - Tester le guide - la maquette de la base de données – les liens Internet
- Consolider la mise en réseau des acteurs de l'accompagnement à la création et à l'accueil
 - Mise à jour des fiches
 - Validation des fiches
 - Formalisation du partenariat et de l'actualisation
- Mise en cohérence avec la démarche engagée par le groupe de travail de la MCEF Comminges-Pyrénées sur la Création et la reprise :

Le plan d'action 2008 de la MCEF Comminges-Pyrénées a défini comme besoin prioritaire la création d'un guide de la création et de la reprise. Ce guide actuellement en cours de création s'inscrit dans un cheminement prenant en compte et intégrant les éléments de réflexion et de proposition identifiés dans l'action menée par le CBE Comminges.

- L'outil informatique
 - Réflexion et validation sur l'outil et le fonctionnement
 - Proposition :
 - Création d'une rubrique Accueil/Création sur le site Internet www.comminges.info
 - conception d'un extranet pour l'actualisation des fiches des acteurs de l'accompagnement
 - conception d'un extranet pour l'actualisation des événements en partenariat avec les intercommunalités
 - liens avec les sites Internet existant (conf. bibliographie et annuaire des liens utiles Internet).
 - mise en ligne du guide pratique

Un exemple de fiche cantonale est présenté en annexe.

3.4. Insertion par l'Activité Economique :

RAPPEL DU CONTEXTE ET DES ACTIONS REALISEES

Malgré les démarches existantes, l'ensemble des partenaires s'accorde sur le manque de dispositifs d'insertion par l'activité économique sur le Pays Comminges-Pyrénées.

Les volontés locales sont souvent freinées par la lourdeur de la mise en œuvre et de la gestion de ces outils d'insertion.

De plus, l'entreprise d'insertion souffre d'un déficit d'image, car perçue comme non rentable et les aides associées sont considérées comme un moyen de pallier ce déficit économique.

Au cours de la première année du programme, l'association AFIDEL en partenariat avec le CBE Comminges, a réalisé un état des lieux de l'existant sur le Pays Comminges-Pyrénées. Cette étude est composée des trois points suivants :

- une partie présentant des données statistiques sur l'évolution du nombre de bénéficiaires du RMI, le nombre de demandeurs d'emplois et les inscrits à la Mission Locale;
- une deuxième partie consacrée à l'identification des freins à l'emploi de publics en difficultés et les réponses possibles;
- une dernière partie présentant les solutions IAE existantes sur le territoire.

En conclusion de cette étude, deux réflexions sont mises en avant :

- les initiatives existantes sur le territoire, sans être suffisantes, sont diverses à la fois en terme de dispositifs et de secteurs d'activité. Cette dynamique doit être poursuivie pour amener d'autres solutions aux bénéficiaires, notamment en terme de type de dispositifs et en relation avec les secteurs d'activité porteurs sur le territoire : le bâtiment, les services à la personne, l'hôtellerie/restauration, la forêt, le tourisme. De même, une meilleure connaissance du public, doit permettre de valider les autres activités identifiées dans l'état des lieux : les métiers intellectuels et culturels, la récupération des déchets, l'entretien des espaces naturels.
- L'efficacité de cette proposition dépend en partie de la prise de conscience par les acteurs locaux de l'importance de ces dispositifs. Tant du point de vue des bénéficiaires que du territoire. Une action de sensibilisation en direction des élus des intercommunalités doit être menée.

Le tableau ci-après, présente l'existant :

Dispositifs IAE en Pays Comminges Pyrénées en 2007			
Thème d'activité	Dispositif	Maître d'Ouvrage	Maître d'oeuvre
Réhabilitation de cours d'eau	Chantier d'Insertion	CC des 3 Vallées	AFIDEL
Petit patrimoine	Chantier d'insertion (Cloturé)	CC du Haut-Comminges	AFIDEL
Maraichage Biologique	Atelier d'insertion	Les Jardins de Cocagne du Comminges	AFIDEL
Couture, repassage	Atelier d'insertion	Chomeurs Associés	Chomeurs Associés
Maraichage Biologique	Atelier d'insertion	Chomeurs Associés	Chomeurs Associés
Petits travaux, ménages	Association Intermédiaire	SOC	SOC

↳ PRESENTATION DES REALISATIONS

L'essentiel de la mission a été concentrée sur l'action de sensibilisation du territoire. Ce travail a été organisé autour de trois points à partir des réflexions du groupe opérationnel:

- rencontrer individuellement les Présidents des Intercommunalités,
- engager la réalisation d'un document de synthèse présentant l'essentiel de l'IAE,
- rassembler l'ensemble des réflexions et des données statistiques au sein d'un diagnostic.

En complément, un travail d'analyse statistique a été réalisé par l'Observatoire Territorial du Pays de Comminges Pyrénées. L'objectif est de mettre à disposition des professionnels des données, par canton, sur les caractéristiques de la population bénéficiaires de minima sociaux, et alimenter ainsi les travaux de l'Observatoire.

• Sensibilisation des élus locaux

L'objectif de cette action est double. Il s'agit à la fois de connaître le niveau d'information de chacun et leur implication vis à vis de l'IAE, en prenant en compte les compétences des intercommunalités et le passage en Communauté de Communes.

En effet, sur les 11 intercommunalités : 7 sont des Communautés de Communes avec une expérience significative, une a été créée début 2007, une autre fin 2007, deux autres sont des SIVOM.

Sept entretiens ont été menés sur des territoires ayant des approches différentes vis à vis de l'IAE et étant structurés différemment : 1 SIVOM, 6 communautés de communes dont une récemment créée.

L'analyse des questionnaires fait apparaître les réflexions suivantes :

- le niveau de connaissance et d'implication est très inégal entre les territoires,
- le besoin d'informations simples est très clairement identifié ainsi que l'accompagnement tout au long de la démarche, notamment en ce qui concerne la clause sociale des marchés publics,
- deux préoccupations communes à chaque territoire émergent : l'entretien des cours d'eau et des sentiers et plus globalement l'entretien des espaces naturels, la réhabilitation du petit patrimoine parfois associé à l'embellissement des communes,
- la possibilité d'engager des actions en partenariat est une piste possible mais pas toujours validée,
- l'inquiétude vis à vis de l'évolution des dispositifs et des modalités de financement est systématiquement mise en avant.

D'une manière générale, les élus et techniciens rencontrés sont dans l'attente d'un premier niveau d'information et d'un moment d'échange sur ce thème. Pour ceux qui sont engagés dans une démarche IAE, les besoins d'informations sont essentiellement liés à l'évolution des dispositifs et des modalités de financement. Leur souhait de continuer dans cette démarche est clairement exprimé.

- Information et échanges

- Un regard sur la question de l'IAE

Afin de répondre aux besoins d'information évoqués précédemment, un diagnostic présentant un regard sur la question de l'insertion sur le Pays de Comminges Pyrénées a été réalisé.

Le travail engagé au cours de l'année a permis de valider les différentes parties du document

- présentation des principaux dispositifs et du fonctionnement,
- les données clés du territoire (les bénéficiaires, les sociogrammes, le gain pour la collectivité...),
- présentation des acteurs de l'insertion en Comminges et des principaux réseaux actifs en Midi-Pyrénées.

Ce document, qui s'adresse en priorité aux élus du territoire, doit pouvoir être diffusé de façon plus large à chaque acteur qui en fait la demande.

- Les fiches territoriales

Pour compléter ce travail d'information, un travail d'analyse et de synthèse de données statistiques par canton a été réalisé.

Le partenariat mis en place avec la CAF, la MSA et les ASSEDIC, a permis de réaliser des fiches cantonales sur les quatre minima sociaux que sont : le RMI, l'API, l'AAH et l'AS. Ces documents présentent la répartition des minima sociaux en fonctions de critères tels que l'âge ou la composition de la structure familiale. La situation de chaque canton est comparée systématiquement à l'ensemble du Pays. Un exemplaire est présenté en annexe.

L'ensemble des documents réalisés ont été diffusés sur l'extranet du CBE Comminges a destination des professionnels de l'IAE en Comminges.

Ils ont vocation à être actualisés chaque année, et dans la mesure du possible à être développés, notamment au niveau cartographique et sur l'évolution des tendances sur chaque territoire.

L'objectif est bien de donner, au travers des différents outils ainsi réalisés, les moyens tant pour les professionnels que les décideurs locaux de soutenir l'existant, de s'engager et de mettre en place de nouveaux dispositifs sur leurs territoires.

- La diffusion d'informations

Le partenariat mis en place avec les structures de l'IAE sur le Comminges a débouché, entre autre, sur la participation du CBE Comminges aux premières « rencontres-bilan » de ces mêmes dispositifs.

A cette occasion, le CBE Comminges a fait une présentation d'une partie du diagnostic, et plus précisément sur le calcul coût –avantage de la mise en place d'un dispositif IAE sur un territoire.

L'objectif est de d'argumenter, à partir d'une méthode développée par l'AVISE, de l'intérêt social et économique des dispositifs IAE pour le Pays de Comminges Pyrénées.

Ce document, présenté en annexe, a également permis de présenter les sociogrammes des publics en insertion par structures et d'identifier ainsi les difficultés annexes le plus fréquemment rencontrées.

L'ensemble de ce travail, qui doit s'inscrire plus globalement dans une politique locale de l'emploi, nécessite la poursuite d'une animation soit au travers d'une structure telle que le CBE Comminges ou la MCEF, soit en s'appuyant sur un chef de file au sein des SIAE du territoire.

3.5. Maillage du Comminges pour l'accès à l'emploi :

Cette action s'appuie sur le constat de la grande étendue du Comminges, de l'éloignement fréquent de l'information, et de l'insuffisante densité des réseaux professionnels. Les antennes des divers organismes sur le Pays contribuent à l'organisation des Pôles Emploi de Proximité. Ces pôles servent d'expérimentation en vue de la mise en place des points d'appui de la Maison Commune Emploi Formation.

Deux types de démarche ont été expérimentés :

- Bagnères de Luchon : l'objectif consistait à la fois à travailler avec les partenaires locaux sur la question de la saisonnalité et de la pluriactivité, et également à assurer une permanence hebdomadaire pour accueillir les demandeurs d'emploi, les porteurs de projet et les entreprises. Cette permanence avait pour rôle de renseigner à la fois sur le tissu socio-économique du Canton et plus globalement du Pays, et sur les diverses structures présentes et leur mission.

- Mazères sur Salat : l'objectif de ce Pôle Emploi a été défini conjointement avec la Mairie de Mazères sur Salat et l'ANPE-ALE de Saint-Gaudens. Il s'agissait d'organiser un relais local auprès des demandeurs d'emploi et leur permettre ainsi d'avoir un accompagnement de proximité pour consulter les demandes d'emploi, être mis en relation avec les entreprises... Ces rendez-vous n'avaient aucun caractère obligatoire pour les demandeurs d'emploi. L'intérêt de cette permanence hebdomadaire était basé sur l'accompagnement mis en place et la proximité du service offert.

↳ POLE EMPLOI DE PROXIMITE DE BAGNERES-DE-LUCHON

- Les actions réalisées

- Un bilan sur l'emploi du Canton

Ce travail a permis de faire un repérage des secteurs d'activités les plus générateurs d'emplois. Le canton de Bagnères de Luchon est une zone très touristique, ce qui explique un nombre d'emploi important au niveau des secteurs de l'hôtellerie et de la restauration.

Les secteurs du commerce et de la construction se positionnent comme 2^{ème} et 3^{ème} employeurs du canton.

- Organisation de la permanence

La permanence se tenait tous les mercredi matin de 9h à 12h à Montauban de Luchon dans un local mis à disposition par le SIVOM de Luchon. Les rendez-vous étaient pris auprès du secrétariat du CBE-Comminges.

Afin d'assurer ses missions d'accueil, d'informations et de suivi, le CBE Comminges, fort de son expérience, a procédé dans un premier temps à :

- Réaliser des Fiches et grilles d'entretien pour les demandeurs d'emploi et les porteurs de projet.
- Établir une liste de la documentation pour l'accueil.

- La communication

La première étape de la communication a été d'informer les maires du canton de Bagnères de Luchon avec une présentation du projet et de ses objectifs au cours d'une réunion organisée par le SIVOM du Canton de Bagnères-de-Luchon.

Des entretiens réalisés ensuite avec les maires ont été des moments privilégiés pour répondre à leurs interrogations et les faire adhérer à la démarche.

Un document de présentation du PEP a alors été créé et mis à la disposition du public dans les mairies du canton.

Un article est paru dans le journal du SIVOM du Canton de Bagnères de Luchon pour les mois de mai et juin 2007.

- Rencontre des partenaires de l'emploi et des collectivités

Une connaissance de la situation locale de l'emploi passe par une rencontre des partenaires de l'emploi : La mission locale de la Haute-Garonne - Antenne du Comminges - Permanence de Bagnères de Luchon, L'ANPE – Agence locale de Saint –Gaudens.

- Les saisonniers.

Le travail saisonnier est important sur le Canton de Bagnères-de-Luchon. Une attention particulière a été portée sur ce type d'emploi

En effet, la première étude qualitative menée par le CBE Comminges sur les saisonniers avait d'ores et déjà démontré les problématiques liées au logement et à la mobilité des saisonniers. Ces problèmes existent toujours, ils ne sont pas spécifiques au canton de Luchon, au contraire ils ont une dimension nationale et sont également perceptibles sur le territoire du Val d'Aran.

- Le logement

Pour les jeunes personnes arrivant sur le canton et désireuses de travailler comme saisonnier, se pose le problème du logement, c'est une réelle difficulté, les locations sont insuffisantes et les prix proposés restent souvent élevés. Auparavant, les hôteliers proposaient de loger leur personnel désormais ils ne le font plus ce qui amplifie le problème du logement saisonnier.

- La mobilité

Le problème de la mobilité se pose et ceci même avec une carte de transport gratuit. Les horaires sont peu adaptés.

- La pluriactivité

La qualité de vie et la famille sont les raisons pour lesquelles les jeunes cherchent à rester sur le canton. Les emplois saisonniers sont alors les principaux débouchés pour ces jeunes.

La pluriactivité se met en place sur le canton de Luchon de manière naturelle. En effet, avec les activités liées aux activités thermales, au tourisme, aux activités sportives de montagne.

La CFDT traite de la question de l'emploi saisonnier sur le canton depuis quelques années. Son action se concentre essentiellement sur les questions réglementaires autour de l'emploi saisonnier et sur l'organisation d'une campagne d'hiver portant sur l'information à la fois des saisonniers et des employeurs.

Afin de connaître plus précisément les actions de la CFDT, une rencontre a eu lieu avec le secrétaire de la section de Luchon qui est également délégué régional en charge de la question des saisonniers sur toute la zone de Midi-Pyrénées.

Des structures spécialisées dans l'accueil et dans l'accompagnement des saisonniers et les pluriactifs existent déjà, le CBE Comminges est également rentré en contact avec le GUICHET INITIATIVE PLURIACTIVITE EMPLOI (GIPE) de Saint- Lary (65) et a participé à une journée rencontre - débat : logement et mobilité des saisonniers.

↳ **POLE EMPLOI DE PROXIMITE DE MAZERES SUR SALAT**

- L'objet
 - Proposer un service de proximité :
 - d'écoute
 - de conseil
 - d'information
 - d'orientation
 - Proposer ce service aux :
 - Personnes en recherche d'emploi (salariés et demandeur d'emploi)
 - Porteurs de projet – création d'activité
 - Organismes (entreprises, associations, organismes publics...)
 - Utiliser les outils :
 - ANPE.fr et documentation de l'ANPE
 - Guide de la mobilité
 - ODIL : un outil d'aide à l'implantation locale mis à disposition par l'INSEE
 - DLA : Dispositif Local d'Accompagnement
 - MAIA : Mission d'Accueil et d'Information des Associations
 - Lieu ressource et base de données CBE Comminges ; contacts institutionnels et partenaires locaux
 - Etudes thématiques sur le Pays
 - Guides méthodologiques (APCE, consulaires, AVISE...)
- Mise en place
 - Réaliser un bilan de l'emploi sur le périmètre du PEP
 - Analyser la localisation
 - Repérer les secteurs d'activités

Qualitatif : rencontrer les acteurs (élus, professionnels, partenaires du SPE...)

Quantitatif : recenser les données du territoire.

- Travailler sur un thème s'il est clairement identifié
- Organiser la permanence
- Communiquer

- Fonctionnement

- Accueil des personnes en recherche d'emploi et des porteurs de projet au PEP (sur RDV ou non), RDV avec les organismes du territoire au PEP ou au siège de l'entreprise.
 - Evaluation des besoins :
 - fiche ANPE pour les DE
 - fiche lieu ressource pour les créateurs d'activité
 - grille d'entretien des organismes
 - Proposition du service en fonction de l'évaluation des besoins :
 - Si DE : recherche d'offres – mise en relation – proposition de formation – orientation bilan de compétence...
 - Si créateur d'activité : partenariat, réseaux, étude de marché
 - Si organismes : DLA – GPEC – outil ANPE (habileté...)...

- Communication

- presse locale (gazette de la commune – manifestations (journées des associations - foire...))
- ANPE : relation étroite avec les conseillers
- affiches et tracts dans les mairies, à l'ANPE, mission locale, CMS, CCAS...
- SIG Pyrénées, site Internet CBE, site internet des communes, autres sites
- Mission locale

- Synthèse

	Evaluation des besoins	Services rendus	Outils utilisés
Personnes en recherche d'emploi	Fiche DE (ANPE)	- Informer sur les offres et les métiers porteurs, - Mettre en relation avec les employeurs - Orienter sur les dispositifs (VAE, bilan de compétence, formation...)	- anpe.fr et autres sites Internet - Documentation ANPE - Carif'oref - Base de données CBE-C - Diagnostic de l'emploi (BMO assédic, SPE...)
Porteurs de projet / créateurs d'activités	Fiche porteur de projet (Lieu ressource CBE Comminges)	- Conseiller sur les dispositifs d'aide à la création d'entreprise	- ODIL - MAIA (répertoire)

		- Informer sur les mesures de l'emploi - Orienter vers les partenaires	- Base de données : contacts institutionnels et partenaires locaux - Etudes thématiques - Guides méthodologiques (APCE, Consulaires, AVISE...)
Organismes / entreprises	Grille d'entretien (CBE Comminges)	- Recueillir les offres - Guider dans le recrutement - Informer sur les mesures de l'emploi - Orienter vers les partenaires - Conseiller sur la formation	- Outils ANPE (habiletés, contrats aidés...) - GPEC (CBE-C) - Bases de données contacts institutionnels et partenaires locaux

- Bilan quantitatif

- mise en place du partenariat avec la mairie de Mazères et l'ANPE
- organisation du PEP
- préparation des conventions de fonctionnement
- inauguration le 17 octobre 2007
- communication dans la presse, à l'ANPE, sur le site Internet du CBE, sur le SIG Pyrénées, dans le bulletin municipal d'informations de la commune, accueil du public depuis un octobre.
- En relation avec le PEP de Luchon création d'une méthodologie transférable
- Accueil du public tout les mercredi matin

- Bilan de l'accueil du public du 24 octobre 2007 au 30 juin 2008

2 personnes salariées pour voir le PEP

1 employeur d'un commerce sur Salies pour les aides à l'emploi

8 demandeurs d'emploi reçus lors d'un rendez-vous :

Consultation d'offres pour les 8 DE

Proposition d'offres pour 5 d'entre eux avec prise de RDV avec l'entreprise

Listes des agences d'interim pour 5 DE

7 demandeurs d'emploi accompagnés lors d'au moins 2 rencontres et jusqu'à 12 rencontres :

Sensibilisation à l'outil informatique pour 7 DE (*allumer - utilisation de la souris et du clavier - connexion à Internet*)

Consultation d'offres sur anpe.fr et autres sites Internet pour les 7 DE

Rédaction du CV pour 5 DE

Mise en ligne des CV sur anpe.fr (télé candidature) pour 5 DE

« Bilan de compétence » pour 2 DE

Création de profil sur anpe.fr pour 5 DE

- ✓ Mise en relation avec employeurs pour 5 DE
- ✓ Engagée dans un parcours de VAE ADV pour un DE en vue de l'ouverture de la maison de retraite de Salies du Salat. Information sur les diplômes, les modalités, le fonctionnement, information sur la date de l'information collective suivi du dossier en partenariat avec l'AFPA

Mise en relation directe (après entretiens avec les Conseillers ANPE) :

- VEGEPLAST
- Agofibre
- Alliance Emploi Comminges à Saint-Gaudens
- Mac Donald's de Saint-Lizier
- Restaurant de Mane
- CUNO à Mazères
- BASSO à Villeneuve de Rivière
- SERCEL à Valentine
- Association Océanide
- CLSH Superbagnère
- Station saint-Lary
- Hôpital Saint-Lizier
- Magasin Pimkie
- Magasin Orchestra
- Maison de retraite de salies
- Hotel Ibis
- Village Club du soleil
- Mairies, Communautés de Communes, SIVOM, Lycées

- Profils des demandeurs d'emplois (DE)

Lieu de résidence des DE

4 sur Mazères sur Salat
 1 sur Roquefort sur Garonne
 4 sur Salies du Salat
 1 sur Touille
 1 sur Aulon
 1 sur Mane
 3 inconnus

Age des DE

7 moins de 25 ans
 2 entre 26 et 39 ans
 6 entre 40 et 55 ans

Mobilité des DE

1 sans permis avec scooter mobile sur le canton ne souhaite pas passer le permis
 6 avec voiture - mobile sur les cantons de Salies - Saint-Martory – Cazères - Saint-Gaudens
 6 avec voiture – mobile à 60km du lieu de résidence en moyenne (jusqu'à Saint-Girons)
 2 mobiles « Région » Midi-Pyrénées (Hautes-Pyrénées, Gers, Haute Garonne, Ariège)

Formation initiale :

6 sans diplôme
2 CAP (couture et hôtellerie)
2 BEP (service en milieu rural et hôtellerie)
1 BAC G3 commerce
1 BAC ES + CAP Potier
1 BTS Etudes et Economie de la Construction
1 licence STAPS
1 maîtrise de psychologie + BAFA – BNS – BAFD

Emploi recherché :

3 opérateurs sur machine
1 dans la surveillance
1 dans la restauration (service)
4 dans l'aide à domicile
2 indifférents sur les cantons proches de chez lui (pas de travail le soir, la nuit et le dimanche)
1 dans le commerce
2 dans l'animation auprès des enfants
3 réorientations (sans diplôme –sport –mètreuse bâtiment)

Synthèse :

- Un personne a télécandidaté 4 offres sur ANPE.fr, candidatures spontanées crèche halte garderie chef lieu de canton et CC, orientée sur la VAE Auxiliaire Puéricultrice Elle a trouvé des CDD courts.
- Une personne est sur le dispositif VAE ADV et continue en CESU en attendant l'ouverture de la maison de retraite de Salies. Des actions ont été engagées pour augmenter le nombre d'heures (dépôt de candidature dans les commerces). Son volume horaire à augmenter de 30% soit 80h par mois.
- Deux personnes ont été orientées sur des bilans de compétences (1 actuellement en congé parental qui ne veut plus travailler dans le bâtiment, 1 en CAE animation sport qui ne sait pas ce qu'elle veut faire)
- Onze ont travaillé leur CV et établis leur profil sur anpe.fr, 10 ont trouvés des offres dont 4 après la mise en ligne du CV ont télécandidaté. Sur les onze deux ont trouvé des CDD
- 1 a trouvé un emploi dans la restauration

Remarques :

Malgré la possession du permis et d'un véhicule pour 93% d'entre eux, les DE ne sont pas très mobiles.

Plus de 46% d'entre eux ont moins de 25 ans.

40% ont plus de 40 ans

Perspectives :

Au-delà de la recherche d'offre, du travail sur les CV et la rédaction des lettres de motivations l'accueil au niveau des PEP, de part sa proximité et la disponibilité du personnel, permet également de prendre en compte tous les éléments de la recherche d'emploi, les freins comme les atouts, la dimension familiale comme celle professionnelle.

Cette écoute et cette proximité facilitent l'orientation des DE sur des VAE, des bilan de compétences, des formations... Pour ce faire il faut que la personne qui accueille le public soit bien au fait de toutes les mesures et de tous les dispositifs qui existent sur le territoire. Cet accompagnement nécessite un réseau professionnel sur lequel il faut s'appuyer.

L'animateur des PEP doit ainsi s'appuyer sur un partenariat professionnel et être l'interface avec tous les autres acteurs du territoire. En ce sens il s'agit bien d'une approche territoriale et non pas institutionnelle. Toute la plus value des PEP réside dans cette polyvalence et dans cette interface et toute la réussite se trouve dans les partenaires qui jouent le « jeu ». Ainsi lorsqu'une offre est trouvée, le conseiller appelle directement l'ANPE qui donne les coordonnées de l'employeur et vérifie l'éligibilité du candidat.

Les demandeurs d'emplois peuvent directement contacter l'employeur, ils peuvent rédiger un CV et une lettre appropriés et ils gagnent ainsi un temps précieux. De même lorsqu'une problématique de formation se pose, le Bureau territorial de la Région fixe des rendez-vous très rapidement. Le CIBC, la DDTEFP, les agents de développement local, les consulaires, pour ne citer qu'eux, participent activement.

Pour que les PEP fonctionnent, l'animateur doit intégrer une chaîne de professionnels qui accompagne et qui oriente. Son rôle est d'être le relais de tous ces professionnels. L'autre facteur de réussite réside dans la communication car il est impératif que les DE aient connaissance des PEP, pour cela les professionnels sont aussi le meilleur relais. Les PEP s'inscrivent comme un complément aux organismes existants, tous les acteurs du territoire contribuent à leur efficacité.

Cette expérience est une réussite et peut être transférée dans plusieurs chefs lieux de canton. En plus de la volonté des partenaires de participer activement au fonctionnement des PEP, il est également indispensable de conserver la souplesse c'est-à-dire que les personnes viennent de leur propre volonté sans prendre rendez-vous. Les permanences doivent être organisées dans un lieu convivial, peu bruyant avec un ordinateur, une connexion Internet et une imprimante. Ces lieux doivent être clairement identifiés dans la commune. Le chef lieu de canton est intéressant, les permanences doivent être organisées le jour du marché pour faciliter son accès avec le TAD.

4. Economie Sociale et Solidaire (ESS)

En 2007, le CBEC s'est positionné sur l'appel à projet sur l'ESS lancé par la Région. La thématique sur laquelle nous avons travaillé est « rendre lisible et visible ».

LE CBEC a été sélectionné. Diagnostic (éléments)

Le travail réalisé est le suivant :

- réalisation d'un diagnostic commingeois de l'ESS
- mobilisation d'acteurs locaux pour l'organisation des journées de l'ESS à Mazères sur Salat
- organisation d'une réunion d'information à Saint-Gaudens sur l'Epargne Solidaire
- organisation du premier carrefour commingeois de l'ESS à Aspet en mars 2008.

4.1. Compte rendu du travail effectué

4.1.1. Diagnostic

Le diagnostic réalisé par le CBEC sur le poids de l'ESS dans l'économie Commingeoise met en lumière le poids important du secteur associatif en terme de structures et d'emplois. L'étude est le fruit d'un important travail réalisé en partenariat avec l'INSEE sur la base de données 2004 issues essentiellement du répertoire SIRENE.

D'un point de vue quantitatif, les éléments les plus marquants qui ressortent de cette étude sont les suivants :

- En 2004, l'ESS rassemble 8 % des établissements employeurs de l'économie commingeoise : 19 coopératives, 5 mutuelles et 201 associations.
- Les associations représentent les neuf dixièmes des établissements de l'ESS du Pays de Comminges. Plus de la moitié d'entre elles se répartissent entre le secteur sport-culture-loisirs et le secteur social. Les associations de personnes viennent en 3^e position, avec près d'un cinquième des établissements.
- Le tiers des associations (68 établissements) est concentré sur la commune de Saint-Gaudens.
- Plus de deux établissements sur trois ont employé entre un et cinq équivalents temps plein sur l'ensemble de l'année 2004. Les grands établissements de plus de 50 équivalents temps plein sont peu nombreux : une coopérative agricole et sept associations.
- L'effectif salarié de l'ESS du pays de Comminges s'élève à 2 050 personnes au 31 décembre 2004, ce qui représente environ 11 % de l'emploi total estimé sur ce périmètre et 10 % de la masse salariale brute versée par les employeurs.
- Les associations du secteur social, soit un établissement de l'ESS du Comminges sur cinq représentent à elles seules plus des trois cinquièmes de l'emploi et des salaires bruts.
- En pays de Comminges, l'emploi occasionnel correspond à un emploi sur quatre dans l'ESS et à un sur cinq dans les autres secteurs. L'emploi occasionnel est assez peu répandu dans les coopératives, les mutuelles et les associations du secteur social, il concerne, par contre environ un emploi sur deux dans les associations de personnes ou celles du secteur sport-culture-loisirs.
- Dans l'ESS, les deux tiers des emplois sont occupés par des femmes, contre moins de la moitié dans les autres secteurs. Dans les coopératives et les associations du secteur sport-culture-loisirs, les femmes sont minoritaires, en revanche elles occupent trois emplois sur quatre dans les associations du secteur social.
- L'ESS du Comminges compte approximativement autant de jeunes de moins de 30 ans que de salariés âgés de 50 ans et plus. Il en résulte un indicateur de vieillissement (rapport entre le nombre de salariés jeunes et le nombre de salariés âgés) égal à 1,0.

Cet indicateur vaut presque le double dans les mutuelles et les associations du secteur social.

Au vu des éléments quantitatifs avancés et des connaissances empiriques acquises par le CBEC au fil des années de travail avec le tissu économique local, les éléments d'analyse synthétiques qui en découlent sont les suivants :

- Si l'on compare le poids de l'ESS en Comminges par rapport aux autres territoires du sud de la Région Midi-Pyrénées, on constate que le Comminges se situe dans une fourchette basse 11% de l'emploi salarial. Le vieillissement avéré de la population laisse entrevoir un énorme potentiel de développement de l'emploi dans le secteur des services.
- Le poids de l'emploi dans les associations et le nombre important d'associations employeuses (201 en 2004) pose de réelles questions quant à l'accompagnement de ces structures. En effet, nombre d'associations trouvent dans le travail d'information et de sensibilisation mené par le CBEC un interlocuteur local compétant indispensable pour l'obtention d'informations actualisées. L'outil proposé actuellement par le CBEC pourrait évoluer vers un rôle de coordination des acteurs pour une démultiplication des services et des actions vers le secteur associatif.
- La question des circuits courts reste actuellement un sujet peu traité en Pays de Comminges-Pyrénées. Un certain nombre d'initiatives individuelles sont identifiées mais il s'agit essentiellement de producteurs isolés qui commercialisent leur production auprès d'une clientèle locale voire sur les marchés de l'agglomération toulousaine. L'agroalimentaire prédomine car il existe localement peu d'artisanat de fabrication. Il s'agit principalement de maraîchage dont les producteurs fonctionnent en AMAP.
- Le travail réalisé depuis 2002 autour de la Plateforme des métiers de l'aide à domicile permet aujourd'hui de capitaliser un certain nombre d'acquis qui peuvent être réinvestis dans une démarche élargie autour des services à la personne. Les 16 structures employant près de 800 salariés se sont engagées dans une démarche de professionnalisation des salariés pour une montée en compétence synonyme de qualité de prestation des services.

4.1.2. Fédérer les acteurs Commingeois de l'ESS

Le travail de mobilisation des acteurs s'est engagé sous l'égide de la manifestation Régionales de la Quinzaine de l'ESS animée par l'ADEPES. Le CBEC a pris une large part dans la mobilisation des acteurs en assurant un rôle de coordinateur au niveau local.

Les 17 et 18 novembre 2007 s'est déroulé la seconde édition des Journées de l'Economie Sociale et Solidaire en Comminges à l'Usine Autresens à Mazères-sur-Salat. L'ambition que se sont données les quinze participants est de proposer aux visiteurs un moment de rencontre d'échange et de contact avec le public le temps d'un week-end.

Pour l'organisation de cette manifestation, quatre réunions de travail entre les acteurs ont été nécessaires. D'autres réunions en comité restreint ont permis d'avancer sur le volet communication.

Bilan de la seconde édition des Journées de l'Economie Sociale et Solidaire en Comminges :

L'une des principales satisfactions mise en avant concerne l'émergence d'un réseau Commingeois de l'Economie Solidaire. Le constat est partagé sur le fait que la manifestation de novembre a permis de créer un moment de rencontre et d'échange entre acteurs dans un esprit de convivialité.

Pour cela des moyens ont été mobilisés pour communiquer : deux articles dans la presse locale et quatre radios ont annoncé l'événement. Les 2500 dépliantes ont bien été distribués en grande partie par Autresens et Chômeurs Associés. Les affiches apportées par ADEPES ont permis de communiquer dans des lieux de passage. Enfin, les partenaires ont annoncé les journées sur leur site web.

Malgré cela nous avons constaté une assez faible fréquentation du public (environ une centaine de personnes sur les deux jours).

Se pose la question de la bonne formule à trouver pour concilier la volonté commune des acteurs d'aller vers le public et les moyens à mettre en œuvre pour créer un moment fédérateur pour le public. La date de la quinzaine ne convient pas car le mois de novembre semble peu propice.

La question du lieu de la manifestation est soulevée. Certes il est important de mailler le Comminges mais il semble que la faible participation du public s'explique aussi par la localisation quelque peu excentrée de Mazères-sur-Salat. Un recentrage sur Saint-Gaudens est envisageable.

La question de la désaffection de nombre d'exposants le dimanche est soulevée. Vraisemblablement, l'idée d'être présent les deux jours n'était pas partagée. Les raisons avancées concernent l'impossibilité pour certaines structures de mobiliser du personnel deux jours durant qui plus est le week-end. Le retour sur investissement n'est pas suffisant.

A l'occasion de la réunion de bilan, les acteurs ont validé un certain nombre de points :

- L'idée d'une rencontre annuelle entre les acteurs de l'ESS et le public est maintenu.
- Le concept de la manifestation est à repenser : une seule journée avec un événement festif
- La halle de Saint-Gaudens est un lieu envisageable pour 2008
- L'ouverture de la manifestation à d'autres structures/associations (exemple : les Restaurants du Cœur, SOC, Biocoop, ...)
- Le CBE-Comminges continue d'assurer la coordination

Une première réunion de préparation pour la troisième édition s'est tenue le 20 février 2008. Sans remettre en cause les décisions énoncées précédemment, l'idée de proposer une thématique pour l'édition 2008 est avancée. Les thèmes proposés sont : la mobilité en zone rurale, les Systèmes d'Echange Locaux (SEL) et l'alimentation/circuits courts. L'idée est de mettre en avant une de ces thématiques et de proposer des animations sur le sujet : débats, projections, ... Des témoins issus d'autres territoires pourront venir apporter des éléments de réflexion.

La date de la troisième édition est fixée pour le 18 octobre 2008. Les participants ont proposé de constituer des groupes de travail thématiques : communication, organisation des stands, festivités et restauration. Un élargissement du groupe de participants est dès à présent envisagé et une liste est en cours de constitution.

Bilan général de l'action mobilisation des acteurs :

L'embryon d'acteurs qui s'était associé à la première journée de l'ESS en 2006 s'est maintenant élargi et des habitudes de travail se sont établies. Le groupe est très hétérogène dans sa composition :

- AFIDEL
- Jardins du Comminges
- Association Un des Sens Uzine O
- Association Vivre en Comminges
- Comité de Bassin d'Emploi du Comminges (CBEC)
- Chômeurs associés
- ENERCOOP
- ETYMON
- FAIRE
- IES
- La Sève
- MJC-Cyberbase
- Tremplin

L'une des principales satisfactions de ce travail de mobilisation réside dans l'amalgame réussi entre des structures solidement établies (AFIDEL, TREMPLIN, MJC-Cyberbase, ...) des structures relevant de l'accompagnement à la création d'activité (ETYMON, IES, CBEC, ...) et des associations de citoyens (FAIRE, ENERCOOP, Vivre en Comminges, ...).

Le travail engagé très en amont de l'édition 2008 des Journées de l'ESS en Comminges permettra d'élargir fortement le groupe déjà constitué.

4.1.3. Mobiliser les dispositifs régionaux

Le CBEC s'est fixé pour objectif de faciliter la venue sur le territoire Commingeois de structures en charge d'actions relevant du champ de l'ESS notamment en matière de financement et d'accompagnement des porteurs de projets. Ce travail passe par une prise de contact avec les structures pour dans un premier temps bien identifier les services proposés, les réseaux mobilisés et vérifier que l'objet en est adéquat avec les attentes du territoire.

Une fois ce travail de défrichage effectué, un partenariat pour une action de communication ou de mise en relation avec les acteurs du territoire peut être envisagée.

Ont été contactés au cours de l'année du programme :

- ADEPES
- CREES
- Boutique de Gestion CBE
- IES
- Midi-Pyrénées Actives
- USRCOP
- ETYMON
- CERISE
- ADIE
- A2P

Exemples d'interventions du CBEC ayant permis de mobiliser des dispositifs régionaux :

Serge SOETAERT, Chargé de mission au CBEC, anime les relations avec le monde associatif du Pays de Comminges-Pyrénées. Le service d'accompagnement et suivi des associations propose :

- Un accueil individualisé des porteurs de projets associatifs, quelle que soit le secteur d'activité
- L'accompagnement des structures en création
- Le suivi et l'information des associations existantes
- Une aide sur des thèmes aussi divers que les besoins sont larges : juridique, gestion financière, fiscalité, recherche de financement, ressources humaines...
- Un travail en réseau avec les différents partenaires du CBE : les collectivités, l'ANPE, les autres structures d'accompagnement, experts-comptables, juristes, banques...
- L'organisation dans ses murs de formations délocalisées assurées par des professionnels pour répondre aux besoins divers recensés
- L'organisation de rencontres d'information sur des thèmes d'actualité

Le CBEC est donc un vecteur de mise en relation entre les dispositifs et les publics. Courant avril aura lieu une réunion publique d'information sur le dispositif mis en place par IES. Il s'agit de sensibiliser les citoyens Commingeois sur l'épargne solidaire et sur la plus value que ce type de démarche apporte en terme d'aide à la création. Le CBEC, de par son ancrage territorial et sa connaissance des réseaux locaux assure la communication ainsi que la logistique nécessaire à ce type de rencontre publique.

L'accueil régulier des porteurs de projets est aussi l'occasion de mobiliser les dispositifs : un projet d'épicerie mobile de produits équitables devrait se concrétiser prochainement grâce à la mise en relation par le CBEC du porteur de avec les dispositifs de financement solidaire. Le travail d'accompagnement proposé par le CBEC est multiple : identification du statut du porteur de projet, identification des aides auxquelles la personne peut prétendre, pré étude de marché au moyen de l'outil ODIL (Outil d'Aide au Diagnostic d'Implantation Locale), information sur les structures d'accompagnement présente sur le territoire, information sur les dispositifs de financement.

Les acteurs présents lors du « 1^{er} Carrefour Commingeois de l'ESS » le 05 mars 2008 à Aspet ont confirmé l'intérêt qu'ils portent au travail de relais local effectué par le CBEC et souhaitent approfondir les liens avec le territoire. En effet, il est difficile pour des structures ayant un rayonnement régional d'assurer une présence régulière sur les territoires. Le CBEC permet à ces structures d'optimiser leur temps grâce à l'identification et à la mobilisation des acteurs locaux

4.1.4. Rédaction d'une Charte de l'ESS

La question de la rédaction d'une charte de l'ESS en Comminges est apparue à l'occasion d'une réunion bilan de la première édition des « Journées de l'ESS en Comminges » en 2006 réalisées dans le cadre de la quinzaine régionale de l'Economie Solidaire. Certains participants ont émis des réserves quant à la participation de certaines structures jugées comme étant trop ancrées dans le secteur économique. La question de la définition de l'Economie Sociale et Solidaire était posée.

Pour essayer de trouver des éléments de réponse mais aussi pour mettre en place une action de mobilisation des acteurs, l'idée de rédiger une Charte de l'ESS en Comminges est émise. Les structures participantes aux journées de l'ESS sont invitées à rédiger un texte résumant les éléments qui selon eux les rattachent au secteur de l'ESS. Le CBEC étant chargé de compiler les textes pour en arriver la rédaction d'un document de type Charte.

Au fil des réunions et au vu de la difficulté des acteurs à rédiger un texte, la décision fut prise de consacrer un groupe de travail autour de cette question à l'occasion du « 1^{er} Carrefour

Commingeois de l'ESS ». Un éclairage sur la définition de ce qu'on l'on entend par ESS semblait être un préalable indispensable pour couper court à des débats improductifs basés principalement sur du ressenti.

L'intervention d'une caution intellectuelle en la personne de Jacques PRADES, Maître de Conférence en Science Economique à l'Université Toulouse 2 et Président de CERISE, pour apporter des éléments de décision fut décidée.

L'éclairage apporté par Jacques PRADES à l'occasion du 1^{er} Carrefour Commingeois de l'ESS dont l'intervention figure en annexe a permis aux acteurs présents de prendre connaissance de l'étendue du champ occupé par l'ESS.

Se basant notamment sur de exemples internationaux, l'exposé de l'universitaire insiste sur le besoin de sortir d'une vision restrictive de l'ESS opposant Economie Sociale à Economie Solidaire.

La question de la rédaction d'une Charte Commingeoise de l'ESS fut traitée l'après-midi dans le groupe de travail n°1. Face à la difficulté que représente ce type d'exercice, un consensus est trouvé autour de la rédaction d'une Charte des bonnes pratiques.

En effet, diverses expériences de rédaction de Chartes existent dont la Charte de l'Economie Sociale de 1980 ainsi que la Charte Européenne de l'Economie Sociale. Il semble fastidieux de reproduire une Charte au niveau local, document qui nécessite un engagement important de la part des acteurs et dont la nécessité ne semble pas avérée.

4.1.5. Organisation d'un Forum

L'organisation d'un Forum de l'ESS en Comminges répond au besoin d'approfondir la connaissance d'un secteur souffrant d'un déficit de notoriété voire d'image sur le territoire. Cette manifestation s'inscrit dans la lignée de la thématique « rendre lisible et visible l'ESS » proposée dans l'appel à projets de la Région Midi-Pyrénées. Afin de ne pas créer de confusion avec les « journées de l'ESS en Comminges » organisées par le CBEC dans le cadre de la quinzaine de l'ESS, la notion de « carrefour » est retenue.

Le 05 mars 2008 au Bois Perché à Aspet s'est tenu le « 1^{er} Carrefour Commingeois de l'Economie Sociale et Solidaire ».

Conçu dans l'esprit d'une journée de colloque, le 1^{er} Carrefour s'est donnée pour ambition de poser les bases d'une réflexion partagée autour de la thématique de l'ESS et de sa place dans l'économie Commingeoise.

Deux temps forts sont proposés à l'occasion de cette journée (voir programme en annexe) :

- Une approche théorique en matinée : définition de l'ESS, de présentation du diagnostic Commingeois de l'ESS, présentation de l'outil SCOP, rendu de l'étude de la BG Créer.
- Les trois groupes de travail l'après-midi :
 - ⇒ Fédérer les acteurs Commingeois de l'ESS vers une Charte Territoriale – L'exemple des services à la personne,
 - ⇒ Outils pour favoriser la création, la transmission et la reprise de TPE en Comminges dans le cadre de l'ESS
 - ⇒ Les circuits courts

D'importants moyens de communication ont été mobilisés pour assurer une forte participation à cette journée :

- Près de 200 courriers d'invitation aux structures commingeoises relevant de l'ESS et pourvoyeuses d'emplois
- Un mailing comprenant les 236 communes du Pays, les SIVOM, Intercommunalités, Elus et Parlementaires du Pays de Comminges-Pyrénées, les membres du Conseil de Développement, les acteurs locaux et régionaux de la création et du financement solidaire
- Un article dans La Dépêche
- Plusieurs annonces et deux interview dans des radios locales
- L'annonce de la manifestation et du programme sur le site du CBEC et sur le site du Centre Européen de Ressources sur les Initiatives Solidaires.

Une soixantaine de personnes ont participé à l'ensemble de la journée.

Les diverses réunions de préparation avec les structures intervenantes ont permis de délimiter le champ d'intervention de chacun afin de respecter les attentes des acteurs locaux. En effet, il paraît important que cette première rencontre soit un moment de clarification, de mise à plat et d'éclairage sur les questions relatives à l'ESS en Comminges.

Déroulement de la matinée

❖ L'introduction proposée par M. Jacques PRADES posait les termes du débat dans un souci de pédagogie et d'élargissement de la réflexion.

Deux axes sont proposés :

- expliciter l'expression « d'économie sociale et solidaire » (ESS) en l'illustrant abondamment,
- répondre à la question : « Comment mobiliser les acteurs de l'ESS ou développer leur nombre en faveur du développement du bassin d'emploi du Comminges ? »

L'exposé débute par un historique résumant l'essor de l'Economie Sociale durant la Révolution industrielle au XIXème jusqu'à l'émergence de l'Economie Solidaire et sa reconnaissance institutionnelle dans les années 1980.

Le nombre important d'exemples développés par l'universitaire a permis à l'auditoire de prendre la mesure de initiatives concrètes pouvant être transposées sur le Comminges telles que les coopératives de consommateurs, d'usagers, de propriétaires, de travailleurs, ... La diversité géographique des exemples développés donnait une idée de l'universalité de l'Economie Sociale et Solidaire et de la variable culturelle qui l'anime.

❖ La présentation du travail de diagnostic Commingeois de l'ESS réalisé par le CBEC est le second temps de la matinée. C'est la première fois que le poids de l'ESS sur le territoire est clairement mesuré et présenté publiquement. Partant d'une vision globale de l'économie Commingeoise pour mieux rentrer dans la thématique ESS, cette présentation s'efforce de présenter une typologie des structures employeuses, leur nombre de salariés, leur secteur d'activité... Le second axe concerne le salariat : typologie par âge, sexe, en fonction du domaine d'activité de la structure employeuse. Un zoom sur le secteur de l'aide à domicile vient clôturer ce diagnostic.

❖ Pour illustrer la thématique de l'ESS par un exemple concret d'initiative clairement inscrits dans le champ économique, l'URSCOP est venue présenter le statut SCOP. S'appuyant sur les chiffres nationaux et sur des exemples d'enseignes connues, l'URSCOP développe un argumentaire sur le fonctionnement SCOP, l'implication des salariés dans la gestion de l'outil de production, la redistribution des bénéficiaires, ... Le Pays de Comminges-Pyrénées ne compte actuellement qu'une enseigne fonctionnant sous le statut SCOP. Les enjeux plaident pour une meilleure connaissance de ce type de statut à l'heure où près de 40% des chefs d'entreprises Commingeoises ont plus de 55 ans.

❖ La matinée s'est terminée par la présentation de l'étude réalisée par la Boutique de Gestion CREER sur les porteurs de projets ayant été reçus sur l'antenne de Saint-Gaudens et ayant bénéficié d'accompagnements relevant de l'ESS. Selon l'étude des personnes accompagnées, l'un des principaux secteurs pourvoyeur de création est le secteur des services à la personne. L'étude de la BG CREER met l'accent sur le besoin de proposer aux porteurs de projets des outils permettant de sécuriser le créateur. Concrètement il s'agit de permettre de tester la viabilité du projet en accompagnant le créateur durant une à deux années dans le cadre d'une couveuse d'activité. Ce type d'outil dont la BG CREER assurerait la gestion sur le territoire, pourrait apporter une réelle plus-value au territoire Commingeois.

Déroulement de l'après midi

Les trois groupes de travail avaient pour objectif de mettre en place des plans d'action opérationnels. Les comptes rendus témoignent de la richesse des échanges et de la nécessaire animation pour la réussite d'actions concertées. Le travail à venir repose sur la formalisation d'un programme d'action global visant à favoriser l'émergence d'initiatives sur la création d'activités, la visibilité et la lisibilité des acteurs, des actions de communication, la mise en réseau en fonction des secteurs (circuits courts, associations, structures d'accompagnement).

4.2 Proposition d'action pour le phase « expérimentation » de l'appel à projets ESS de la Région Midi-Pyrénées

La Région Midi-Pyrénées propose aux territoires ayant achevé leur programme d'action de se positionner sur la seconde phase de l'appel à projets. Il s'agit d'un financement pour la mise en place d'un projet concret et dont la viabilité économique soit avérée.

Une suite est donc envisageable autour de la fonction de captage des besoins des créateurs et d'orientation de ceux-ci. Cela suppose une connaissance actualisée des dispositifs d'aide à la création, l'intégration du CBEC dans les réseaux des professionnels, une reconnaissance accrue sur le territoire de ce rôle de relais et d'informateur.

Objectifs :

- participer à la création et à la consolidation d'activités relevant du champ de l'ESS en assurant un rôle de captage des besoins et d'accompagnement des porteurs de projets
- être un relais local pour les dispositifs dits « régionaux » : IES, ADIE, Finansol, Midi-Pyrénées Actives, URSCOP, UREIL, ...
- poursuivre le travail de mise en réseau des acteurs locaux en fonction des domaines identifiés : associations de citoyens, associations de services, circuits courts.

- Promouvoir les initiatives locales par la communication (bulletin, annuaires, site Internet, ...) et la réalisation de manifestations
- Sensibiliser les décideurs à l'ESS
- Former les porteurs de projets

Rendre visible et lisible l'ESS sur un territoire suppose la mise en place d'une stratégie de communication. Diverses solutions sont proposées:

- édition d'un bulletin d'information trimestriel
- communication presse sur de l'événementiel : réunions d'informations, formations, rencontres grand public
- information continue sur le site www.comminges.info
- édition d'un annuaire recensant les structures agricoles locales proposant de la vente directe

Cible :

Le service proposé s'adresse :

- aux porteurs de projets sans restriction quant à leur statut : demandeurs d'emploi, responsables associatifs, salariés,
- aux structure de conseil et d'appui désirant élargir leur territoire d'intervention au Comminges
- aux structure employeuses
- aux élus du territoire

Outil proposé :

Le pôle local d'information, d'orientation et de promotion de l'ESS

5. Valorisation de la ressource humaine (GPEC)

La Gestion Prévisionnelle de l'Emploi et des Compétences repose sur un principe simple pour les Très Petites Entreprises : toutes cotisent, mais bien peu utilisent les fonds disponibles notamment pour la formation. Elle s'inscrit dans la suite de l'action engagée en 2007 en Comminges qui avait permis de recueillir 92 questionnaires retournés par les employeurs, de rassembler 41 participants aux réunions de sensibilisation et de compter 43 visites sur les pages GPEC du site www.comminges.info pendant la quinzaine d'information du 9 au 23 juillet. 2140 entreprises avaient été touchées par mailing. Le bilan de cette première démarche de sensibilisation des entreprises est positif :

- intérêt des entreprises pour se rencontrer
- pertinence de l'approche territoriale
- enjeu de la question de la ressource humaine
- importance de la demande d'information en temps réel
- décalage entre les besoins des entreprises et les réponses des pouvoirs publics.

L'action en 2008 est tout autant axée «terrain ». La démarche est celle de la participation. Le but est d'inscrire la GPEC dans la durée.

L'approche est en même temps un apprentissage continu. Les contacts de travail, la coordination, ont été établis avec le Club d'entreprises du Comminges. Le CBEC s'est intégré au groupe de compétences territoriales constitué pour le FRIE. Les échanges se sont multipliés avec l'AGEFOS-PME mobilisé sur la question.

Il convient de rappeler que le CBEC est membre permanent de la MCEF du Comminges. Il y apporte la dimension GPEC du travail en direction des entreprises.

La mission 2008 est marquée, il faut le rappeler, par un contexte qui a considérablement évolué en quelques mois. L'entrée dans une situation de crise a des effets concrets. La dynamique Commingeoise constatée depuis plusieurs années, y compris chiffrée avec l'INSEE, est clairement altérée.

Le calendrier de la convention 2008 a constitué également une contrainte. Signée début juin, elle demande un rapport en novembre.

❖ Une démarche de rencontre, d'écoute et de dialogue.

Les entretiens de sensibilisation ont été effectués directement auprès de 10 entreprises. Un protocole précis est utilisé. L'exploitation autorisée est qualitative.

Les enseignements que l'on peut retenir de cette démarche de terrain sont intéressants et permettent de mieux cibler l'action.

La plupart des entreprises n'ont pas créé d'activités nouvelles. Toutefois toutes y pensent et certaines l'ont fait au cours de l'année passée. En revanche, toutes développent de nouveaux partenariats. Signe concret que l'évolution continue.

Très majoritairement, les employeurs ont engagé une démarche qualité, modifié et organisé le travail, mis en œuvre une amélioration des conditions de travail et de reconnaissance des compétences des salariés. Ils n'ont généralement pas recruté.

Ils n'ont pas non plus cherché de repreneur. Il est à noter que souvent les fiches de poste existent. Leur utilisation est parfois irrégulière, mais le cadre de référence est là et l'utilité reconnue. Si les départs à la retraite ne sont pas toujours prévus concrètement, les échéances sont connues. De même les recrutements restent peu fréquents.

Les entreprises se partagent à peu près également entre celles qui mettent en place un plan de formation et celles qui ne le font pas. Celle-ci est très majoritairement organisée en interne. Elle mobilise le plus souvent les compétences de l'employeur. Celui-ci les acquiert dans le réseau professionnel, par la participation à des salons et plus généralement par son activité commerciale, par la lecture de la presse spécialisée ou l'internet. La motivation pour former est parfois liée à une obligation légale. Si l'utilité de la démarche n'est contestée, la principale contrainte est le coût des prestations externes.

Les entrepreneurs se définissent d'abord comme produisant un ou des services. Même quant ils sont dans le secteur productif et fabriquent ou installent un produit précis. De fait l'activité majoritaire est celle du commerce ou du service. Le marché est local. Parfois, cependant, national. Une entreprise en particulier, en dehors de l'accueil touristique, exporte internationalement. Le chiffre d'affaires 2008 par rapport à 2009 est stable.

Des outils de gestion et de suivi de l'activité existent. Ils sont répandus, mais pas toujours utilisés. L'expert comptable est le principal conseil en la matière.

Les entreprises ont très majoritairement moins de 10 salariés. L'effectif salarié est avant tout dans la tranche des 25/50 ans. L'ancienneté est le plus fréquemment supérieure à 5 ans. Ce qui dénote une certaine stabilité des effectifs. On trouve beaucoup des moins de 25 ans dans le secteur associatif. Même si l'apprentissage est bien connu, et semble même devoir se développer grâce notamment aux nouveaux avantages fiscaux en faveur des formations en alternance que plusieurs chefs d'entreprises évoquent. Les 35h sont l'horaire de travail très largement le plus répandu. La saisonnalité n'est pas souvent évoquée. Pas plus que des contraintes particulières sur les rythmes de l'activité. Quand elles existent c'est toutefois une difficulté très importante et difficile à gérer. Le CDI est le contrat le plus répandu. On note que souvent les embauches sont pratiquées en CDD. Les contrats aidés rencontrés sont quasi uniquement les contrats d'apprentissage.

Les hommes sont très largement majoritaires dans l'effectif.

Les handicapés sont absents de l'échantillon. Quelques entreprises travaillent cependant avec un CAT.

Les recrutements sont réalisés d'abord grâce aux réseaux professionnels. L'ANPE est généralement sollicitée. Quelques entreprises ont recruté au cours de l'année passée. Aucune ne l'envisage avec certitude pour l'année à venir. Toutefois les besoins existent. Des recrutements seront effectifs à moyen terme dès la levée, ou du moins l'évaluation sur le terrain, des incertitudes macroéconomiques de la période. Les difficultés de recrutement signalées tiennent à la disponibilité, à la mobilité et, en dernier lieu, à la compétence des salariés. Celle-ci est d'ailleurs évaluée assez subjectivement semble-t-il.

Qui conseille l'entreprise en matière de ressources humaines ? L'expert comptable et le syndicat professionnel ou le réseau associatif sont quasiment toujours cités. Plus rarement l'avocat et l'URSSAF. Tout comme la presse spécialisée. Il est à noter que l'utilisation d'internet est répandue. Le recours à cet outil est fréquent.

Enfin les besoins exprimés concernent plusieurs champs précis :

- les échanges avec d'autres entreprises, mais sans multiplier les réunions ni les déplacements,
- l'organisation du travail, voire la gestion de la ressource humaine,
- la formation professionnelle,
- à terme, l'information sur les mesures pour l'emploi et l'aide au recrutement.

Le choix pour pérenniser l'approche GPEC est de créer un outil internet.

Un premier bilan est l'évolution de la consultation depuis l'installation de la documentation sur le site. On peut chiffrer précisément cette augmentation de la consultation des pages GPEC du site comminges.info, sur la période juin-novembre 2008 :

Mois	nombre de visites
Juin	151
Juillet	117
Août	75
Septembre	130
Octobre	153
Novembre	145
Décembre	135
total	906

C'est considérable. Rappelons que sur la quinzaine de test en 2007, 43 visites avaient été dénombrées.

❖ **L'action se poursuit.**

L'outil décrit ci-dessus, l'espace collectif GPEC Comminges, répond au besoin d'information directe, en temps réel et ciblée. Il demande toutefois une animation importante encore pendant plusieurs mois. L'apport de documentation ainsi que la sensibilisation par téléphone vont continuer. Le choix d'un thème d'échange correspondant aux préoccupations des chefs d'entreprises permettra de continuer la construction du réseau avec la recherche de quelques moyens modestes, comme un stage, envisageable maintenant que la méthodologie est callée.

Un bilan de ce travail est que la ressource humaine est sans doute le premier facteur de développement du Comminges. La capacité du territoire à innover socialement et économiquement, à mobiliser cette ressource dont il dispose et à en attirer une nouvelle est devenu le premier enjeu avant même la dotation en ressources naturelles et même en capital physique. Les entreprises en ont conscience. Cette analyse reprend les conclusions d'études scientifiques sur les territoires ruraux. La mobilisation sur cette question peut être issue d'entrepreneurs, d'associations ou d'autorités politiques locales. C'est dans tous les cas la capacité collective d'un grand nombre d'acteurs divers à constituer des réseaux, à agir en partenariat, qui est au cœur du développement des territoires ruraux en général et du Comminges en particulier. Les attitudes et positions des chefs d'entreprises du Comminges en témoignent.

La GPEC est un outil efficace en la matière. C'est pourquoi le CBEC poursuivra cette action en recherchant, dans le cadre de la MCEF et du Pays, des moyens.

6. Informer, orienter et accompagner les porteurs de projets

Depuis 1999, le CBEC accueille des porteurs de projets dans le cadre du Lieu Ressources Comminges. Un important centre documentaire s'est constitué à mesure que l'équipe technique s'est enrichie d'un savoir faire dans la démarche projet.

Lieu d'accueil et d'information, le CBEC dispose d'un large ensemble de supports constitués de guides, études, documents et publications diverses.

La Base de Données du CBEC constituée de plus de 2500 contacts est un outil régulièrement utilisé pour favoriser les démarches et la mise en réseau des porteurs de projets.

L'équipe technique, pluridisciplinaire, forte de plusieurs années d'expérience, mobilise ses compétences, sa connaissance du territoire et le réseau des partenaires pour faciliter les parcours des porteurs de projets.

Pour l'année 2008, l'accent est porté sur le secteur de l'Economie Sociale et Solidaire (ESS).

6.1. Objectif et contenu de l'accompagnement

L'objectif premier de l'accompagnement est de favoriser le maintien et la création d'emplois mais aussi d'apporter une réelle plus value aux porteurs de projets dans leur parcours de création ou de développement de l'activité. Le service proposé est inédit sur le territoire. Le CBEC est maintenant clairement identifié par les partenaires comme structure d'aide et d'accompagnement des porteurs de projets relevant du secteur de l'Economie Sociale et Solidaire. Nombre de personnes s'adressent au CBEC via la Sous-préfecture, les prescripteurs, les structures d'insertion du territoire et le réseau MAIA (Mission d'Accueil et d'Information des Associations) dont le CBEC fait partie.

L'accueil et l'accompagnement sont proposés à toute personne sans restriction.

Fonctionnement : accueil et information du public, appui au montage de projets, recherche de financements mise en réseau avec les acteurs locaux, recherches d'informations spécifiques et données statistiques à la demande, prêt et mise à disposition de données et documents...

Le premier contact s'effectue généralement par téléphone. La personne expose sa problématique et le Chargé de mission synthétise la demande. La réponse peut être apportée directement par téléphone de façon immédiate ou dans un délai relativement rapide.

Dans la majorité des cas un rendez-vous est fixé au siège du CBEC.

Lors d'une première rencontre le Chargé de mission :

- présente le CBEC et le service d'accompagnement
- effectue un entretien afin de préciser le contenu de la demande ou du projet
- met à disposition les ouvrages ou documents en fonction des besoins
- réalise un état des personnes ou organismes déjà rencontrés
- apporte les informations immédiatement disponibles
- oriente le porteur de projet

6.2. Les porteurs de projets accompagnés en 2008

Entre janvier et novembre 2008 (période de la convention pour l'emploi) 23 personnes ont été reçues ou informées. Les personnes proviennent du Comminges. Neuf ont leur siège sur le canton de Saint-Gaudens, une personne est à Paris :

Origine géographique (canton)	Nombre
Saint-Gaudens	9
Aspet	4
Luchon	3
Salies sur Salat	2
Montréjeau	2
Barbazan	1
Aurignac	1
Autre	1
Total	23

Sur les vingt-trois personnes reçues il y a quasi parité entre les hommes et de femmes. Aucune personne de moins de 25 ans ne s'est adressée au CBEC. Quinze personnes sur vingt-trois ont entre 25 et 45 ans. Sur ces Quinze, neuf sont des femmes :

Classe d'âge	Hommes	Femmes	Total
- de 25 ans	-	-	-
25 à 45 ans	6	9	15
+ de 45 ans	5	3	8

Au moment de l'entretien, 13 personnes étaient en situation d'emploi salarié, 6 étaient demandeurs d'emploi, 2 à la retraite et un chef d'entreprise. Sur les 13 salariés, quatre étaient en CDD et neuf en CDI. Sur les 6 demandeurs d'emploi, 2 sont bénéficiaire du RMI :

	Chef entrp	CDD	CDI	DE	Retraité	Total
Statut	1	4	9	6	3	23

Le réseau des partenaires a largement contribué à l'orientation des personnes vers le CBEC (15 personnes). Le site www.comminges.info, les supports de communication et la présence à des salons sont les autres moyens d'information :

Vecteurs de captage des publics	Nombre
Réseau partenaires (MAIA, Tremplin, AFIDEL, Sous-préfecture, Mairies, ...)	15
Internet	3
Plaquette d'information	2
Salons, informations collectives	3
Total	23

Seize personnes reçues s'inscrivent dans une démarche de création ou de développement de leur activité. Deux sont en formation et ont choisi le Comminges pour zone d'étude. Une personne est à la recherche d'emploi, trois sont venues pour des questions de gestion courante de leur structure (statuts, administration, ...), une souhaitait s'engager dans une démarche de financement solidaire en tant que contributeur financier :

Type de demande	Nombre
Création ou développement de l'activité	16
Formation	2
Recherche d'emploi	1
Informations sur l'ESS	1
Gestion courante de la structure	3
Total	23

Sur les seize personnes s'inscrivant dans une démarche de création ou de développement d'activité, six sont positionnés sur le secteur des services, cinq sur des activités de commerce, trois sur le social, une sur l'artisanat et une sur la culture. Cette répartition est conforme aux chiffres avancés par des structures d'aide à la création telles que BG Créer ou Ethymon :

Secteur	Nombre
Services	6
Commerce	5
Social	3
Artisanat	1
Culture	1
Total	16

Les demandes exprimées sont variées. Cependant une répartition par catégorie de demande fait apparaître un besoin important en matière d'informations sur le contexte local c'est-à-dire des données générales sur l'économie, la population, le niveau de revenus, la répartition géographique des entreprises, les acteurs et partenaires locaux, les politiques publiques locales, ...

Sur l'ensemble des personnes reçues, huit créateurs étaient à la recherche d'informations sur le contexte local auxquels s'ajoutent deux potentiels créateurs venus effectuer une étude de marché.

Sept porteurs de projets souhaitaient obtenir des informations sur la gestion courante : deux personnes étaient à la recherche d'informations sur les contrats aidés, soit pour créer un poste, soit pour trouver une solution à la question du maintien d'un contrat aidé. Les autres questions concernent les statuts associatifs ou les modalités de facturation par une association.

Type de demande	Nombre
Informations sur le contexte local	10
Statuts	5
Etude de marché	2
Contrats aidés	2
Autres	4
Total	23

6.3. Information collective

Le 21 novembre 2008 s'est tenue à Saint-Gaudens une information collective à l'attention des responsables associatifs Commingeois. Cette réunion organisée en partenariat avec le DRDJS avait pour but de proposer une action de formation sur les fondements de la loi 1901.

Près d'une quarantaine de personnes ont bénéficié gratuitement d'une information de qualité. La réussite de cette rencontre incite les organisateurs à renouveler l'opération sous la forme d'un cycle de trois ou quatre conférences en 2009.

Les thématiques possibles sont multiples : responsabilité des dirigeants associatifs, la fonction d'employeur, la comptabilité associative, ...

Une formation au logiciel de comptabilité créée par la DRDJS pour les associations est envisagée pour 2009.

6.4. L'information ou l'accompagnement proposé en 2008

Les personnes rencontrées ont obtenu une réponse à leurs demandes. Aucun projet cas n'a nécessité la mise en place d'un accompagnement sur la durée ce qui ne signifie pas qu'elles n'ont pas été contactées ultérieurement si une information nouvelle pouvait leur être apportée.

Les réponses apportées sont multiples :

- Les statuts et le fonctionnement associatif
- L'emploi et les aides à l'emploi
- Les dispositifs d'aide aux associations : DLA, ADEPFO, PEPS, ...
- Information sur l'obtention d'agrément
- La connaissance du Comminges (Recensement de la population, démographie, activités économiques, recensement agricole, emploi, demande d'emploi, entreprises, zonages, bassins de services...)
- Mise en réseau avec les acteurs locaux : collectivités, consulaires, structures d'accompagnement, administrations, entreprises, associations, ...
- Le financement des projets
- L'Europe et les fonds européens
- Le tourisme, la culture, les sports et loisirs

Les services à la population, aux personnes

6.5. Devenir des porteurs de projets

Début décembre 2008, douze personnes sur les seize qui étaient en situation de création ou de développement ont répondu à un questionnaire de « satisfaction ».

Sur ces douze, trois ont créé leur activité ou leur emploi, deux ont engagé une action avec le Dispositif Local d'Accompagnement (DLA), deux ont abandonné leur projet, une est entrée en formation pour obtenir un diplôme nécessaire à la création de son activité. Une personne s'est réorientée professionnellement et occupe un emploi en CDI.

Les trois porteurs de projets qui recherchaient des informations sur le contexte local afin de développer leur activité ont finalisé leur démarche.

L'ensemble des personnes ayant répondu au questionnaire estiment que le « service proposé par le CBEC leur a permis d'avancer dans leurs démarches. De même, les douze personnes ont jugé l'accueil « bon ».

7. Les services à la personne

7.1 Faciliter l'accès à l'emploi des personnes ayant un enfant en bas âge

Rappel du contexte : Dans le cadre du plan d'actions 2008 du SPE Local, le CBE Comminges a réalisé un diagnostic sur la garde d'enfants sur le Pays de Comminges Pyrénées. L'objectif est, dans un premier temps, d'identifier l'offre existante et les besoins des demandeurs d'emplois, et dans un deuxième temps de valider plusieurs propositions d'actions pour lever ce frein à l'embauche.

↳ ANALYSE DES CONTRAINTES

Afin de cibler précisément les besoins et les contraintes des demandeurs d'emplois, un travail d'enquête a été réalisé en partenariat avec la DDTEFP de la Haute-Garonne et l'ANPE de Saint-Gaudens.

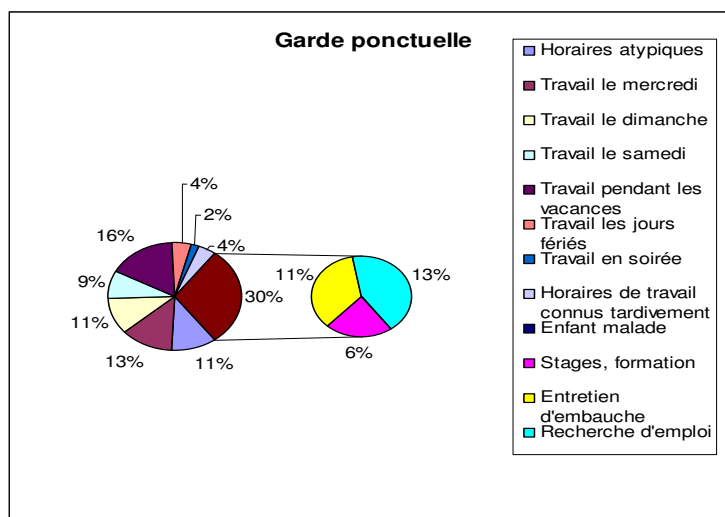
Dans un premier temps un questionnaire a été réalisé et soumis aux deux partenaires pour avis et propositions. Les échanges ont notamment permis de préciser les critères d'administration du questionnaire.

En effet, sont concernés les demandeurs d'emplois ayant un ou plusieurs enfants âgés de 0 à 10 ans, et non pas uniquement de 0 à 6 ans comme prévu initialement. On identifie ainsi précisément 3 classes d'âges : de 0 à 3 ans, 3 à 6 ans et 6 à 10 ans, les modalités de garde sont différentes et donc les leviers et les possibilités d'actions également.

Le questionnaire a été diffusé par l'ANPE à 50 demandeurs d'emploi, l'analyse a été réalisée par le CBE Comminges.

Les premiers résultats mettent en évidence 4 points essentiels :

- les modalités d'accès aux modes de garde et l'offre disponible ne sont pas toujours bien identifiées ou connues du public. Corrélativement, on note un manque de confiance vis-à-vis de ces modes de garde,
- La garde d'enfants n'est pas identifiée par les demandeurs d'emplois comme un des premiers freins à l'embauche, cependant, plus d'un tiers des besoins ponctuels de garde d'enfants concernent directement la recherche d'emploi (entretiens d'embauche, stages ou formations),



- L'accès à un emploi ne garantit pas l'accès à une solution pour la garde des enfants, et peu même, en fonction du poste occupé, rendre cette contrainte plus importante. C'est le cas notamment des métiers du commerce, de la grande distribution et des services à la personne,

- Le choix privilégié du mode de garde est celui d'une garde à domicile. Ce constat est à mettre en lien avec le rôle de l'entourage (famille ou amis) dans la garde d'urgence des enfants, ainsi qu'avec le poids du nombre d'enfants de 3 à 10 ans identifiés par le questionnaire (63%).

↳ DIAGNOSTIC DE L'OFFRE

A partir des trois modes de garde existants, un travail d'enquête a été mené, soit directement auprès des structures concernées, soit auprès des structures relais sur le Comminges.

A noter que le travail réalisé en direction des modes de garde collectifs pour les 0-3 ans a également servi à alimenter le diagnostic « Carrières Sanitaires et Sociales » réalisé par la Région Midi-Pyrénées.

- Les modes de garde collectifs pour les 0-4 ans et les RAM :

On dénombre sur l'ensemble du Pays de Comminges-Pyrénées : 6 crèches collectives (2 communales, 2 intercommunales et 2 associatives), 1 crèche familiale, 2 haltes garderies (dont 1 itinérante), 3 Réseaux d'Assistantes Maternelles RAM (dont 1 itinérant).
75 % des structures identifiées ont répondu au questionnaire.

⇒ **L'effectif salarié**

Effectif salarié : 65

Effectif temps plein : 36

Effectif temps partiel : 29

⇒ Le type de contrat

CDI : 57

CDD : 5

CAE : 3

- 54% des salariés sont à temps plein – 30% sont à $\frac{3}{4}$ temps - 20% sont à $\frac{1}{2}$ temps
- 5% des salariés sont en en contrat aidé
- 88% des salariés sont en CDI ou titularisé

⇒ Recrutement

- ⇒ Près de la moitié des employeurs ont recruté ces 12 derniers mois.
- ⇒ 85% des employeurs n'ont pas de difficulté pour recruter.
- ⇒ 15% des employeurs ont des difficultés pour recruter des Educateurs Jeune Enfant et des Auxiliaire Puéricultrice.
- ⇒ Les recrutements se font par l'ANPE, suite à des stages et le centre de gestion.
- ⇒ 50% des employeurs pensent recruter les 12 prochains mois : 1EJE – 1 AP -1 CAP petite enfance

⇒ Les services

Fonctionnement :

Ouverture de 7h30 à 18h30

Fermeture 3 semaines en été et 1.5 semaine à Noël

Priorité aux parents qui travaillent et habitent dans la commune et/ou l'intercommunalité.

Places disponibles au minimum 2 à 2.5 jours par semaine même pour des parents qui ne travaillent pas.

• Les Assistantes Maternelles :

- 3 Réseaux d'Assistants Maternelles RAM (dont 1 itinérant) : cf supra
- Au total il y a près de 250 Assistantes Maternelles agréées sur le Comminges, ce qui représente environ 500 à 600 places.

La répartition est très inégale sur le territoire et reflète la démographie et l'évolution de l'activité économique du Comminges : 10 assistantes maternelles sur le canton de Luchon et près de 100 sur le canton de Saint-Gaudens. Sur les autres cantons, on dénombre entre 15 et 20 assistantes maternelles pour chacun.

Cependant, une partie d'entre elles ne trouve pas d'enfants à garder, près d'une centaine sont inscrites à l'ANPE de Saint-Gaudens.

Malgré la constitution d'associations, l'isolement est également une problématique rencontrée par les Assistantes Maternelles, tant du point de vue des activités avec les enfants que des échanges avec les autres professionnelles.

Note : Les assistantes maternelles employées au domicile des parents restent très marginales, en raison essentiellement du coût élevé de la prestation lorsque le nombre d'heures devient trop important (+ de 60 h par semaine).

- Les structures d'accueil éducatives pour les enfants scolarisés :

On identifie 24 CLSH sur l'ensemble du territoire, dont 50 % sont publics et 50 % sont associatifs.

D'ores et déjà, on note une multiplicité d'acteurs, publics, associatifs, locaux, régionaux et des modalités de fonctionnement différents, rendant ainsi plus difficile la mise en œuvre d'une expérimentation.

D'autre part, on note également une offre très inégalement répartie sur l'ensemble du territoire tant du point de vue du nombre de structures recensées que du type de service proposé (activités péri scolaires ou extra scolaires). Cependant, on note la mise en œuvre, à l'échelon intercommunal de dispositifs visant à offrir un service identique à l'ensemble de la population : CLSH intercommunal sur la Communauté de Communes du Haut-Comminges. Un autre est en cours de préparation sur la Communauté de Communes du Saint-Gaudinois.

- Bilan qualitatif de l'offre de garde pour les 0 à 4 ans

Seule la crèche de Saint-Martory ne parvient pas à satisfaire toutes les demandes dans la mesure où elle accueille des enfants du canton de Salies du Salat et d'Aurignac. Il y aurait besoin d'une structure sur un des deux cantons mais à priori pas sur les deux ou alors d'une mini structure sur chacun des cantons.

Sur les cantons de Barbazan (Communautés de Communes du Haut-Comminges) et de Montréjeau il existe des crèches qui semblent répondre aux besoins des communes sur lesquelles elles sont implantées (Gourdan et Montréjeau). Il y aurait besoin d'une meilleure répartition géographique sur ces deux cantons avec des mini-structures ou encore des dispositifs itinérants.

Concernant les assistantes maternelles, le constat d'isolement est vrai notamment pour les cantons du nord du Comminges, qui ne disposent ni de structures collectives, ni de RAM : sur le canton de Boulogne sur Gesse il y a de nombreuses Assistantes Maternelles. Elles n'ont pas toutes des enfants et sont souvent isolées aussi un RAM répondrait au besoin immédiat en n'occultant pas un projet de crèche ou de mini crèche. Sur la commune de Boulogne il semble qu'il y ait des difficultés pour trouver une AM.

Sur le canton de l'Isle en Dodon, il y a 7 assistantes maternelles qui semblent répondre aux besoins immédiats.

⇒ **Les projets à moyen terme (dans les 5 ans)**

Communauté de Communes du Canton d'Aurignac : 1 micro-crèche

Communauté de Communes NRV : 1 à 2 micro-crèches

Communauté de Communes du Canton de Saint-Martory : 1 RAM

Communauté de Communes du Canton de Salies du Salat : 1 crèche

Communauté de Communes des 3 Vallées : 1 mini-crèche

Communauté de Communes du Haut-Comminges : 1 à 2 Halte-garderies

Ces créations de services peuvent se traduire en potentiel d'emploi par 30 à 40 salariés.

Ces projections sont à compléter avec les cantons de Boulogne, de l'Isle en Dodon et d'Aspet, estimation entre 10 et 15 salariés.

Elles doivent également prendre en compte les départs à la retraite (environ une quinzaine = 20% des salariés qui ont plus de 50 ans). Enfin elles doivent prendre en considération l'évolution de la population et notamment les nouveaux arrivants. Pour cela une évaluation des besoins par cantons doit être réalisée au cours du premier semestre 2009, à partir des derniers éléments du recensement de la population.

↳ ACTIONS MISES EN ŒUVRE ET PERSPECTIVES

- Préparation à une expérimentation

Compte tenu des modalités d'intervention et de fonctionnement des différents modes de garde, deux types d'expérimentation doivent être distingués :

- une en direction des 0-4 ans,
- l'autre pour les enfants scolarisés

- Pour les 0 à 4 ans :

Partant du constat croisé que d'une part, les structures collectives ont un mode de fonctionnement qui est difficilement réactif, qu'il y a près d'une centaine d'assistantes maternelles agréées sans enfants en garde et enfin que les demandeurs d'emplois ont des besoins de garde d'enfants ponctuels ou sur une courte durée pour accéder à un emploi, la proposition est de mettre à disposition une assistante maternelle qui puisse répondre rapidement et efficacement aux demandes.

Cette proposition est basée sur un partenariat indispensable avec une, ou plusieurs collectivités locales, dans l'idéal, un chef lieu de canton.

- Pour les enfants scolarisés

La problématique concernant la garde des enfants scolarisés est différente tant du point de vue des besoins exprimés par les demandeurs d'emplois que des modalités d'organisation et de financement de l'offre possible.

En effet, concernant les besoins, la quasi-totalité des demandeurs d'emploi souhaite que leurs enfants puissent bénéficier d'un accompagnement à domicile après l'école et pour l'aide aux devoirs, et également le mercredi, voire les week-ends pour les demandeurs d'emploi positionnés sur les métiers du commerce, de l'hôtellerie/restauration ou des services à la personne.

Afin de finaliser une proposition, il faut connaître les éléments de diagnostic sur les accompagnements périscolaires et pendant les périodes de vacances.

La mise en place d'une prestation spécifique peut trouver un écho favorable auprès des demandeurs d'emploi mais également auprès des personnes salariées, plusieurs pistes de travail sont possibles : mobiliser les employeurs à l'utilisation du CESU préfinancé, l'emploi d'assistantes maternelles à domicile, l'appel à une entreprise ou une association spécialisée mettant à disposition leurs propres salariées.

Plusieurs expériences concluantes ont déjà été menées en zone rurale, en adaptant des solutions mises en place en zones urbaines.

De plus, pour les 3-6 ans, la CAF intervient encore financièrement pour permettre aux parents d'assurer un mode de garde à domicile pour leurs enfants.

- Réflexion sur la notion de RAM

Au-delà d'une réponse tournée directement vers les demandeurs d'emploi et/ou les salariés, les différentes analyses qualitatives mettent en avant deux constats indirectement liés : l'isolement de certaines assistantes maternelles et le manque de confiance accordé à ces modes de garde.

La piste à travailler avec les collectivités serait d'engager une réflexion sur la mise en place de Réseaux d'Assistants Maternelles.

En effet, cette démarche vise à conforter les assistantes maternelles dans leur emploi, de travailler sur la professionnalisation et également faciliter les démarches pour les parents et leur fournir des garanties sur l'accompagnement proposé.

- Préparation d'un guide de la petite enfance

Face au constat de méconnaissance des différents modes de garde existants, et des modalités d'accès. Dans un premier temps, un document a été réalisé en direction des structures accueillant du public.

L'objectif de ce document est d'apporter un premier niveau de réponse aux interrogations et aux contraintes liées à la garde d'enfants et identifiées dans les parcours d'insertion et de recherche d'emploi.

Ce guide présente les différents modes de garde par tranche d'âge et par zone géographique, en mentionnant les contacts utiles par structure.

Les contacts et les échanges avec la CAF de la Haute-Garonne ont également abouti à la proposition de réaliser un guide en direction du public pour faciliter les démarches et faciliter l'accès aux modes de garde disponibles sur le territoire.

7.2. Plateforme des métiers de l'aide à domicile

7.2.1. Le partenariat

↳ MISE EN RESEAU

La plateforme met en réseau les 16 structures d'aide à domicile en Comminges, quinze d'entres-elles sont adhérentes et une est en cours d'adhésion :

- SIVOM de Boulogne sur Gesse
- SICASMIR
- ADMR Saint-Gaudens
- SIVOM du Haut-Comminges
- SOC Aide à domicile
- Fédération ADMR Haute –Garonne pour les antennes de Aspet, Aurignac, Cazères (comprend Saint-Martory et Salies du salat), Isle en Dodon, Luchon, Saint-Béat, Saint-Gaudens

- APD
- CCAS de Montréjeau
- Communauté de Communes de Saint-Martory
- Communauté de Communes Salies-du-Salat
- CCAS de Luchon (*en cours d'adhésion*)

Outre l'Assemblée Générale et les 3 Conseils d'Administration, le bureau élargi de la Plateforme s'est réuni à deux reprises pour valider les actions engagées et suivre le plan d'action.

La plateforme a également participé et/ou organisé cinq réunions thématiques :

- Remise des diplômes du titre Assistante De Vie (ADV) et du Diplômes d'Etat d'Auxiliaire de Vie Sociale (DEAVS) obtenus dans le cadre de la démarche « Accès à la qualification des aides à domicile par la Validation des Acquis de l'Expérience (VAE) en Comminges »
- 5^{ème} Rencontre Jeunesse Education Entreprise Emploi
- Carrefour de l'Apprentissage dans le cadre des actions mises en place par la MCEF du Pays de Comminges Pyrénées
- 1^{ers} Carrefours de l'Economie Sociale et Solidaire en Comminges
- Réunions avec le CNFPT sur le plan de formation 2009

↳ LA COMMUNICATION INTERNE

En 2007, La plateforme s'est doté d'un outil de communication Interne en s'appuyant sur l'outil SIG Pyrénées de **Observatoire Territorial Comminges-Pyrénées**. Cet outil facilite les échanges et la mutualisation, il est également un centre de ressource pour les partenaires et il facilite la visibilité des actions qui sont menées par la Plateforme.

Depuis 2008, cet outil est accessible directement depuis le site internet du CBE Comminges.

7.2.2. La qualité des services

Le travail réalisé en **2007** a consisté d'une part, dans le cadre de l'**évaluation interne**, à l'élaboration d'un « référentiel », et d'autre part à l'élaboration d'un questionnaire pour l'enquête de satisfaction, accompagné d'un guide d'administration et d'un logiciel d'analyse. Pour mémoire, ce travail a été réalisé par un étudiant en **Master 2 IUP** de Sociologie Appliquée Evaluation Management de la Concertation à l'Université Toulouse 2. L'ensemble de ce travail est pensé dans un souci de continuité et de respect de la politique engagée par l'Etat et l'ANSP concernant la qualité des services à la personne.

En 2008, la Communauté de Communes du Canton de Salies du Salat a utilisé le questionnaire pour réaliser l'enquête de satisfaction. Les questionnaires ont ensuite été transmis à la chargée de mission du CBE Comminges qui a réalisé la saisie des réponses et l'analyse en s'appuyant sur les outils mis en place en 2007.

7.2.3. La qualification et la professionnalisation des salariées

↳ VAE

- **Remise des diplômes 2007**

La Plateforme des Métiers de l'Aide à Domicile en Comminges a organisé la remise des Diplômes du titre Assistante De Vie (ADV) et du Diplôme d'Etat d'Auxiliaire de Vie Sociale (DEAVS) obtenus dans le cadre de la démarche « Accès à la qualification des aides à domicile par la Validation des Acquis de l'Expérience (VAE) ». Cette remise des diplômes a été l'occasion de féliciter les salariées qui ont validé leur diplôme, d'encourager celles qui n'ont pas obtenu l'ensemble des modules et de remercier l'ensemble des partenaires. Cet après-midi est également un temps d'échanges entre les différents professionnels du secteur en matière de formation et de qualité pour atteindre un seuil d'efficacité collective.

Concernant l'ADV : 17 candidates ont été reçues, 2 ont eu une partie des modules et 3 ont été absentes ou n'ont pas eu de modules.

Concernant le DEAVS : 5 candidates ont été reçues, 8 ont obtenu une partie des modules.

Il est important de noter que pour certaines candidates, l'obtention du titre est le fruit d'un parcours de formation qui a démarré en 2006.

- **VAE 2008**

Pour le titre ADVF : 9 candidates ont reçu le titre, dont 3 suite à un parcours engagé en 2007, 1 candidate a obtenu une partie des modules, et 2 ont été absentes ou n'ont pas eu de modules. Pour le DEAVS : les épreuves se terminent en novembre 2008, les résultats définitifs seront connus en décembre.

- **VAE 2009**

Les informations collectives et les entretiens se sont déroulés au cours du 3^{ème} trimestre 2008. Au total, 59 salariées et demandeurs d'emplois ont assisté aux informations collectives ainsi qu'aux entretiens individuels.

Sur les 59 candidats, 43 se sont engagés dans un parcours de VAE : 10 sur le titre ADVF et 33 sur le titre DEAVS.

↳ FORMATION CNFPT

Un partenariat avec le CNFPT s'est engagé pour décentraliser des modules de formations sur le territoire. Dans un premier temps les employeurs se sont réunis pour identifier les besoins en formation. Deux modules de formations ont été choisis :

- Rôles et Limites de l'Intervention de l'Aide à Domicile : les 19 et 20 novembre 2008

Intervenante : Renée LIEON-KAO, psychologue.

Objectif : Définir les rôles et fonctions de l'aide à domicile. Clarifier son positionnement et les limites de son intervention.

Programme :

- Discrétion, secret professionnel, déontologie.
- Distance et limite de l'intervention de l'aide à domicile.
- Le travail en équipe.
- La notion de service public.

- L'approche du vieillissement : les 10 et 11 décembre 2008

Intervenant(e) : Mme Dominique BEASSE, géronto-psychologue

Objectifs :

- Comprendre la personne âgée dans son ensemble
- Connaître les pathologies liées au vieillissement et les distinguer des troubles du comportement.

Contenu :

- 1) Les changements liés à l'avance de l'âge : le vieillissement normal
 - les changements physiques et biologiques
 - les changements cognitifs
 - les changements d'ordre psychologique et social.
- 2) Les pathologies rencontrées dans le vieillissement
 - La dépression
 - Les démences (en particulier la maladie d'Alzheimer)
 - La maladie de Parkinson.
- 3) Les troubles du comportement et la relation d'aide (sensibilisation)
 - La relation d'aide
 - Les troubles du comportement et approche relationnelle
 - L'aide à domicile et la famille

Au total, 30 salariées des structures publiques de la Plateforme ont bénéficié de ces formations.

Les salariés et les employeurs ont souligné l'intérêt de faire ces formations à Saint-Gaudens et non pas à Toulouse. Cela permet à davantage de salariés de bénéficier des formations car elles n'auraient pas fait le déplacement à Toulouse. D'autre part, les salariés peuvent ainsi échanger entre elles sur leurs pratiques professionnelles à l'échelle du Comminges.

En parallèle, deux réunions de travail ont été organisées pour développer le partenariat engagé avec le CNFPT. L'une a permis d'échanger avec les responsables du CNFPT sur les possibilités offertes aux membres de la Plateforme pour développer les sessions de formations sur le territoire. L'autre a permis d'élaborer un document prévisionnel des besoins en formation pour 2009 à transmettre par la suite au CNFPT.

7.2.4. L'emploi dans le secteur des services à la personne

↳ LES MANIFESTATIONS

- **Rencontres Jeunesse Education Emploi Entreprise**

De nombreux employeurs se sont mobilisés pour l'animation du stand :

- ❑ ADMR Saint-Gaudens
- ❑ APD
- ❑ SIVOM du haut Comminges
- ❑ SIVOM de Boulogne sur Gesse

Le stand a été organisé sur celui du CBE. Trois pôles étaient présents sur ce stand :

- ❑ L'aide à domicile avec la Plateforme des métiers de l'aide à domicile
- ❑ L'Insertion par l'Activité Economique avec la SOC, Chômeurs Associés et AFIDEL
- ❑ L'emploi avec le CBE Comminges, le CRIJ et l'INSEE

Plus de 150 jeunes et demandeurs d'emploi sont passés sur le stand dont 40 pour la Plateforme. Près de 20 CV ont été déposés à l'attention des employeurs et une 20aine de lycéens se sont renseignés sur les métiers d'aide à la personne.

Contrairement aux autres années la Plateforme n'a pas accueillis que des demandeurs d'emplois, elle a également informée de nombreux jeunes sur les métiers.

- **Premiers Carrefours de l'Economie Sociale et Solidaire en Comminges**

A l'initiative du CBE Comminges, les acteurs de l'Economie Sociale et Solidaire se sont rencontrés et ont échangés sur des valeurs communes et sur leurs activités.

Cette journée a été l'occasion d'une part de définir, à partir de l'intervention de Jacques PRADES, le concept d'économie sociale et solidaire, et d'autre part, pour la Plateforme d'apporter un témoignage sur les activités et les valeurs communes des employeurs, dans l'atelier consacré aux services.

- **Carrefour de l'apprentissage**

Dans le cadre du programme d'actions de la Maison Commune Emploi Formation du Pays de Comminges Pyrénées, la Plateforme a participé au Carrefour de l'apprentissage. L'objectif est de faire connaître les métiers de l'aide à domicile et les employeurs présents sur le Comminges.

Les employeurs se sont mobilisés pour assurer l'animation du stand et répondre aux interrogations du public présent.

↳ PARTICIPATION AU DIAGNOSTIC CARRIERES SANITAIRES ET SOCIALES

Dans le cadre du diagnostic Carrières Sanitaires et Sociales, réalisé par le Bureau Territorial de Saint-Gaudens, la Plateforme a apporté les éléments de diagnostic issus du questionnaire employeur annuel.

Ce travail contribue ainsi à meilleure connaissance des métiers et de leur évolution ainsi que des besoins prévisionnels tant du point de vue des besoins en main d'œuvre que des niveaux de qualification requis.

Pour 2009, ce partenariat est reconduit et s'inscrit dans le plan d'action de la MCEF du Pays de Comminges Pyrénées.

↳ AMELIORATION DES CONDITIONS DE TRAVAIL DANS LES STRUCTURES ET RECRUTEMENT

Le travail engagé au cours des années précédentes se poursuit. Les employeurs tendent toujours vers une amélioration des conditions de travail et une reconnaissance des efforts fournis par salariées pour une meilleure qualification.

A titre d'exemple : prise en compte des trajets dans le temps de travail, prime et gratification, reconnaissance des diplômes.

8. Bistrots de Pays en Comminges-Pyrénées

8.1. Rappel de l'action

Le CBE-Comminges est le relais territorial missionné par la Fédération Nationale des Bistrots de Pays pour la mise en place du label. Sa mission consiste à repérer les établissements correspondant à l'esprit « Bistrot de Pays », à monter les dossiers de demandes de financement (achat d'enseignes, réalisation de la plaquette publicitaire, achat du présentoir,...) puis à accompagner les candidats vers la labellisation. Le CBE-Comminges assure l'intégration territoriale de la démarche : mise à disposition d'un Chargé de mission, interface avec les acteurs locaux notamment les élus, mise en relation avec les Offices de Tourisme et Syndicats d'Initiative du Pays de Comminges-Pyrénées, repérage et mise en valeur des produits locaux dans les Bistrots, conseil pour la mise aux normes des établissements, aide à la mise en place d'événements culturels, relation avec la presse, relation avec la Fédération Nationale des Bistrots de Pays, attribution du label.

L'enjeu pour l'emploi commingeois est également de première importance au moment où les professionnels s'engagent sur la création d'emplois en Haute-Garonne.

L'obtention du label par les bistrotiers passe par le respect d'un cahier des charges dont l'objectif principal est l'assimilation de la charte des « Bistrot de Pays ». Pour cela, une quinzaine de séances de formation est dispensée.

Réunis sous une même enseigne, les établissements bénéficient d'une plaquette touristique ou sont décrits l'ensemble des établissements, d'un présentoir ou sont exposés des brochures publicitaires et des produits du terroir, d'un accompagnement par le technicien du CBE-Comminges.

Le 06 juin 2005 le réseau « Bistrots de Pays en Comminges-Pyrénées » était inauguré après plus d'un an de formation des bistrotiers.

Le CBEC a porté ce projet: mobilisation des établissements, organisation de la formation, dépôt de dossiers de demande de financements auprès de la DIACT et du Conseil Régional Midi-Pyrénées, organisation de l'inauguration, relations avec le presse, sensibilisation des acteurs locaux, élaboration des documents de promotion, achat des enseignes, ...

Liste des établissements Commingeois labélisés :

« CHEZ JO » à Portet d'Aspet
Michelle TESSADRI
31160 Portet d'Aspet Tel : 05.61.66.36.74

« LE BISTROT » à Saint Pé d'Ardet
Alain LASSERRE et Jean-Pierre SENTENAC
31510 Saint Pé d'Ardet Tel : 05.61.88.19.79

LE COURRÉDOU à Cier de Luchon
Jean et Dominique DABOS
31110 Cier de Luchon Tel : 05.61.79.10.62

RESTAURANT « CHEZ FOURCADE » à Saint André
Maryse DASTUGUE
31420 Saint André Tel : 05.61.98.92.20

L'AUBERGE CHAMPÊTRE à Escanecrabe
Olivier DOUGNAC
31350 Escanecrabe Tel : 05.61.88.22.71

« CHEZ KIKI » à Saint-Martory
Jean-François GOUAZE
31360 Saint-Martory Tel : 05.61.97.23.33

« CHEZ JEANNE LA FERMIERE » à Riolas
Patrick FOURCADE
31230 Riolas Tel: 05.61.94.02.20

En avril 2006 les établissements se sont constitués en association pour définir leur stratégie d'action et se doter d'un cadre permettant une meilleure visibilité auprès des financeurs, des partenaires et de la Fédération Nationale des Bistrots de Pays.

La mission d'accompagnement du réseau par le CBEC s'inscrit dans la continuité. Plusieurs fois par an des réunions de travail sont organisées par le CBEC pour poursuivre la dynamique engagée : élaboration d'une programmation culturelle, assistance à la gestion de l'association, organisation pour la présence des bistrotiers aux diverses manifestations de promotion du réseau, mise en place d'actions de formation notamment autour de la thématique culturelle, médiation avec la Fédération Nationale,...

Le CBEC participe au Comité de Pilotage Régional au nom du réseau Commingeois afin de faire valoir ses besoins et propositions et de s'intégrer dans la dynamique nationale.

8.2. Actions réalisées en 2008

- Présence à des salons et manifestations diverses : SISQUA, Quinzaine des Bistrots de Pays à la Maison Midi-Pyrénées.
- Mise en place d'une programmation culturelle de près d'une centaine de dates : concerts (rock, blues, pop, variété, chorale, bandas, musette, classique, jazz, ...), cabaret, soirées thématiques-débats-projections, ...
- Les sept Bistrotiers sont très impliqués dans la vie villageoise : fêtes locales, vide-greniers, vie associative, ...
- Actions de communication : réédition de la plaquette, achat d'espaces publicitaires, passage dans le 13h00 de TF1, divers articles dans la presse locale et internationale, ...
- Intégration du groupe de restaurateurs Commingeois fédérés par l'UMIH 31.
- Réunion d'information sur le dispositif mis en place par le Conseil Régional, la DDTEFP et la CCIT autour de l'apprentissage.

9. Tourisme transfrontalier

L'année 2008 marque la fin des deux programmes de coopération transfrontalière Interreg IIIA :

- « Val d'Aran-Comminges-Couserans : point de rencontre, point de départ »
- « Chemins pyrénéens de l'art roman »

9.1. Rappel du contexte

Un projet initialement axé sur la valorisation du patrimoine roman

- 1998 : l'Association Patrimoine et Culture Comminges et Val d'Aran (APCCVA) conçoit l'idée d'un itinéraire continu transfrontalier qui couvrirait l'ancien évêché du Comminges
- 1999 : une étude financée par la DIACT, commandée par l'APCCVA, portée par la mairie de Saint-Béat, est réalisée par le GRETA Comminges.
- 2001: le Conselh Generau d'Aran engage le projet sur son territoire
- 2002 : étude de faisabilité réalisée par le CBEC pour le montage opérationnel
- 2003 : le projet est présenté dans chaque territoire
- 2004 : le Pays Couserans s'associe à la démarche
- 2005 : le Conselh Generau d'Aran, en tant que chef de file, monte les dossiers INTERREG; les autres dossiers financiers sont également déposés auprès de la DIACT et du Conseil Régional Midi-Pyrénées
- 2006 : début des actions

Conformément aux préconisations des financeurs, deux projets distincts sont élaborés :

- L'un sur le tourisme : « Couserans, Comminges et Val d'Aran : point de rencontre, point de départ »
- L'autre sur le patrimoine : les « Chemins Pyrénéens de l'Art Roman »

9.2. « Val d'Aran-Comminges-Couserans : point de rencontre, point de départ »

Objectifs : coopération des acteurs locaux basée sur la valorisation touristique des atouts naturels et culturels communs des Pyrénées centrales.

- Avancer dans la collaboration transfrontalière,
- Renforcer une stratégie de développement touristique commune,
- Être un territoire identifié et différencié (promotion d'une marque « Pyrénées Centrales »),
- Promouvoir l'activité économique et l'emploi à partir du secteur touristique.

Actions de communication :

- Création d'un logo et d'une charte graphique communs aux trois territoires destinés à :
 - figurer sur l'ensemble des supports de communication
 - poser les bases d'une identité de communication commune.
- Création de supports de communication :
 - Carte touristique commune aux trois territoires faisant apparaître de façon quasi exhaustive l'ensemble des atouts touristiques
 - Tirage global de 100 000 exemplaires
- Création d'une chemise cartonnée de prestige destinée à :
 - Remise de documents d'information touristique au public dans les OTSI
 - Remise de documents à l'occasion de rencontres professionnelles
 - Communication diverse
- Création de quatre visuels mettant en valeur les thématiques :
 - Patrimoine
 - Savoir-faire
 - Activités d'été
 - Activités d'hiver

Les quatre visuels sont déclinés sur divers supports de communication :

- Affiches 60X40 (5 600 exemplaires)
- Cartes postales (60 000 exemplaires)
- Bloc-notes (12 000 exemplaires)
- Kakémonos (4 exemplaires)

L'ensemble des documents de communication ont été répartis équitablement entre les trois partenaires.

L'ensemble des OTSI du Comminges ont réceptionné les documents, certains au vu de leur fréquentation, ont été réapprovisionnés.

Distribution de la carte touristique à l'occasion des bourses d'échange départementale.
Distribution de l'ensemble des documents aux Olivetains et à l'Aire du Comminges (A64)

- Salon du tourisme de Toulouse les 3, 4 et 5 mars 2007 :
 - Une première en matière de promotion touristique commune
 - Une mobilisation réussie des OTSI des trois territoires
 - Création d'un stand désormais à dispositions des acteurs touristiques
 - La présence de professionnels locaux sur le stand commun : Viamont et Antignac Rafting
 - Trois thématiques :
 - la ressource en eau : thermalisme, pêche, ...
 - les activités de montagne : ski, randonnée, ...
 - le patrimoine : présentation de l'exposition photo, de la carte et des dépliants sur l'Art Roman
 - Présence permanente d'au moins 5 collaborateurs(trices) sollicité(e)s constamment par le public des visiteurs.
 - 750 participants au jeu concours organisé sur place, donnant lieu à un tirage au sort
 - 10 000 matériels promotionnels distribués,
 - 7 000 visiteurs sur le stand.
- Les partenaires du programme assurent également la distribution de l'information touristique :
 - Opération Ariège au Capitole en 2007
 - Présence aux salons du tourisme de San Sébastian, Barcelone, Madrid, Toulouse en 2007, 2008 et 2009
- Le dossier de presse, un outil de promotion touristique :
 - Voyageurs
 - Tours opérateurs
 - Les OTSI
 - Présenté sous différents formats :
 - DVD
 - Téléchargeable
 - Format papier
- Voyage de presse :
 - Quatre journaliste travaillant pour des quotidiens nationaux espagnols ont bénéficié d'une visite personnalisée des trois territoires les 3, 4 et 5 septembre 2008.
 - Objectifs : faire découvrir l'ensemble des ressources touristiques dans le but de bénéficier de retombées médiatiques
- Trois éducteurs de deux jours dans chaque territoire.
 - Couserans : 23 et 24 octobre 2006
 - Comminges : 23 et 24 novembre 2006
 - Val d'Aran : 27 et 28 novembre 2006
 - Près d'une soixantaine de participant sur les deux jours

- Visite commentée de douze sites majeurs:
 - 6 églises romanes
 - L'arboretum de Cardeillac
 - Les Petites Pyrénées
 - Luchon et le Larboust
 - Station de ski de Peyragudes
- Les acquis de l'éductour :
 - Meilleure connaissance entre les professionnels de l'accueil touristique des trois territoires
 - Découverte ou redécouverte des atouts touristiques
 - Mobilisation des acteurs économiques locaux

9.3. Les Chemins Pyrénéens de l'Art Roman

- Les objectifs sont multiples mais il s'agit bien ici d'un projet de développement économique du territoire :
 - Mise en place d'un itinéraire continu transfrontalier qui relie 75 sites d'Art Roman du Val d'Aran, du Comminges et du Couserans.
 - Protéger et mettre en valeur le patrimoine
 - Développer une dynamique touristique liée au patrimoine

Au vu des compétences nécessaires à une approche rigoureuse de l'Art Roman et plus particulièrement des spécificités de cet art dans les Pyrénées Centrales, le Comité Scientifique constitué à partir des compétences regroupées au sein de l'Association « Patrimoine et Culture en Comminges et Val d'Aran » a constamment été associé aux travaux pour validation des contenus.

Actions de communication :

- Création d'un logo et d'une charte graphique communs aux trois territoires destinés à :
 - figurer sur l'ensemble des supports de communication
 - poser les bases d'une identité de communication commune.
- La carte touristique des « Chemins Pyrénéens de l'Art Roman »
 Editée à 100 000 exemplaires, elle est proposée au grand public dans les structures qui accueillent des visiteurs (offices de tourisme, monuments, musées, centre d'interprétation du patrimoine...), et lors des salons et des manifestations touristiques spécifiques, notamment les salons du tourisme
- Les notices de présentation des églises romanes
 - Un dépliant, pouvant servir de support à la visite des sites
 - Rédigé en français, espagnol et anglais, est consacré à chaque site.
 - Certaines églises peuvent être regroupées sur une seule et même notice selon leur proximité géographique.
 - 19 notices ont été conçues pour le Comminges. Une personne diplômée en histoire de l'art a été mobilisée à plein temps durant trois mois.

- Le présentoir
 - Afin de mettre en valeur la documentation consacrée aux « Chemins pyrénéens de l'art roman », un présentoir spécifique a été créé
 - Posé sur un comptoir d'accueil ou accroché au mur, il est facilement repérable par le grand public,
 - Il comprend la carte, les notices et le livre.

- Les affiches
 - Elles sont destinées à attirer l'œil dans les lieux d'accueil des visiteurs (offices de tourisme, monuments, musées, centre d'interprétation du patrimoine...), pour promouvoir les « Chemins pyrénéens de l'art roman ».
 - Des exemplaires spécifiques, grand format et plastifiés, ont été édités pour les expositions photographiques, les salons et différentes manifestations.
 - Ces affiches sont également déclinées sur des cartes d'invitation.

- La signalétique

Un panneau de signalisation est apposé à l'entrée des communes qui possèdent un site d'art roman sur leur territoire.

- Fabrication de 46 panneaux
 - Deux panneaux élargis représentent les sites du canton de Saint-Béat ainsi que les sites du Luchonnais
 - La fabrication est maintenant achevée, la pose s'organise avec les services des communes concernées ainsi qu'avec les Bâtiments de France.
- L'exposition photo :
 - 39 clichés ont été sélectionnés à partir des photos de M. Joël Estrade et de M. Jacques Poirier. Ces photos mêlent détails et vue d'ensemble.
 - Depuis mars 2007, l'exposition photo a été présentée sur sept sites Commingeois mais aussi à l'occasion de l'opération « Ariège au Capitole » ainsi que lors du Salon du tourisme de Toulouse 2007.

 - L'inauguration des « Chemins Pyrénéens de l'Art Roman » le 9 mars 2007 à Saint-Béat :
 - Près de 120 invités
 - Présence de l'ensemble des acteurs rattachés au projet
 - Présentation de l'ensemble des supports de communication réalisés dans le cadre du projet
 - Des retombées médiatiques : article dans la presse locale, Pyrénées Magasine, reportage sur France 3, ...
 -

 - Le recueil :
 - Édité en cinq langues (français, aranais, catalan, castillan et anglais)
 - Un ouvrage qui permet de découvrir l'ensemble des sites romans des trois territoires valorisés dans le cadre du projet
 - Compagnon de route idéal pour suivre et apprécier l'itinéraire culturel dans son ensemble.

- Clair et didactique, c'est un aussi un livre magnifiquement illustré, à conserver, à offrir et à s'offrir.
- Les modalités de distribution sont actuellement à l'étude, elles doivent être les mêmes pour les trois territoires.
- Une action de communication vers la presse est en cours de calage notamment avec les auteurs.
- La mise à disposition de l'ouvrage auprès du public interviendra courant 2009.

Formations et échanges professionnels

- Journée d'information sur l'Art Roman Comminges – Couserans – Val d'Aran :
 - jeudi 25 juin 2006 au Bistrot de Pays à Saint-Pé d'Ardet, à destination des professionnels du tourisme.
 - Rappel des connaissances nécessaires pour la promotion des sites romans

9.4. Poursuite d'un programme d'action partenarial Couserans-Comminges-Val d'Aran, et montage d'un dossier INTERREG IV.

Les partenaires locaux et les financeurs du programme ont une évaluation positive du travail réalisé dans le cadre des deux projets transfrontaliers. Outre le travail concret traduit par l'ensemble des actions mises en place, un important capital est acquis en matière de savoir faire. Les habitudes de travail entre les trois territoires, les compétences acquises notamment sur la gestion des fonds FEDER, le bilan positif des deux programmes, ont incité les territoires à se positionner sur un programme INTERREG IV A. Un quatrième territoire, le Valls d'Aneu, limitrophe avec le Couserans et le Val d'Aran, s'est joint à la dynamique engagée. Le Syndicat Mixte du Pays Couserans est chef de file.

- Objectifs du dossier déposé auprès de la Communauté de Travail des Pyrénées :
 - Créer de nouveaux circuits autour de la thématique « châteaux et fortifications »
 - Engager une politique d'aménagement des sites
 - Réaliser un audio-guide GPS
 - Créer un club de partenaires regroupant les professionnels du tourisme
 - Démarcher les voyageurs en proposant des produits touristiques
 - Poursuivre les actions de communication avec par exemple, un « pass » inter-sites
 - Continuer la formation des acteurs du tourisme, pour garantir le meilleur accueil possible du public
 - Mutualiser les actions des offices de tourisme et guides de Pays pour ouvrir toutes les églises à la visite
 - Proposer des visites guidées de façon systématique pour chacun des sites
 - Animer les sites par des manifestations culturelles

Conclusion

Plusieurs actions, sur lesquelles un investissement fort a été réalisé, répondent encore plus aujourd'hui aux besoins du territoire.

Ce sont les priorités 2009 :

- 1- Poursuite du travail et, si les calendriers le permettent, organisation d'un évènement emploi : salon e-comminges
- 2- Contribution au soutien au développement économique par la valorisation de la ressource humaine
- 3- Développement des services à la population en Comminges en s'appuyant sur les réseaux : soutien à domicile, enfance et petite enfance, économie sociale et solidaire
- 4- Prospective emploi : identification des secteurs menacés, repérage des secteurs à potentiel

Nom du document : RAPPORT D'ACTIVITE 2008 CBEC
Répertoire : C:\Documents and Settings\Taiga martin\Mes documents\doc
Serge\doc serge\Dossiers CBE\Rapports d'activité\Rapport d'activité 2008
Modèle : C:\Documents and Settings\Taiga martin\Application
Data\Microsoft\Modèles\Normal.dot
Titre : RAPPORT D'ACTIVITE DU CBEC
Sujet :
Auteur : Neuman
Mots clés :
Commentaires :
Date de création : 30/06/2009 16:29:00
N° de révision : 5
Dernier enregistr. le : 08/07/2009 12:15:00
Dernier enregistrement par :
Temps total d'édition :202 Minutes
Dernière impression sur : 08/07/2009 12:16:00
Tel qu'à la dernière impression
Nombre de pages : 65
Nombre de mots : 23 841 (approx.)
Nombre de caractères : 131 127 (approx.)